

Enquête Hiscox 2015 ADN d'un entrepreneur



Avant-propos

L'innovation, vecteur de croissance

Notre septième enquête annuelle ADN d'un entrepreneur traduit un optimisme retrouvé. Près des deux tiers des petites entreprises auxquelles nous nous sommes adressés se montrent confiantes pour l'année à venir - elles innovent, développent leurs activités et exportent leurs produits avec un véritable succès. Alors que l'enquête de l'année dernière indiquait des signes encourageants de reprise, celle de cette année atteste d'un réel optimisme dans nombre des pays couverts par notre étude.

Nous le constatons directement auprès des 268.000 petites entreprises que nous assurons dans le monde, dont le chiffre d'affaires excède 42 milliards £. Nos clients petites entreprises, qui n'ont pas ménagé leur peine et ont fait preuve de détermination, ont globalement augmenté leur chiffre d'affaires de 18% en glissement annuel.

L'innovation est un thème particulièrement marquant cette année. Le taux de lancement de nouveaux produits et services par les petites entreprises a considérablement augmenté au cours de l'année écoulée, et cette accélération devrait se poursuivre l'année prochaine. Ce constat est d'autant plus réconfortant que les petites et moyennes entreprises ont clairement un rôle à jouer dans l'innovation mondiale. Ces entités sont une pépinière de nouvelles idées. Elles sont libres en effet de conduire des innovations qui pourraient ne jamais voir le jour dans une société de plus grande envergure. Malgré leur petite taille, elles génèrent une proportion particulièrement élevée des nouveaux brevets octroyés chaque année dans le monde et, à mesure que cette dynamique se poursuit il y a fort à parier que les petites entreprises d'aujourd'hui deviendront les top sociétés de demain.

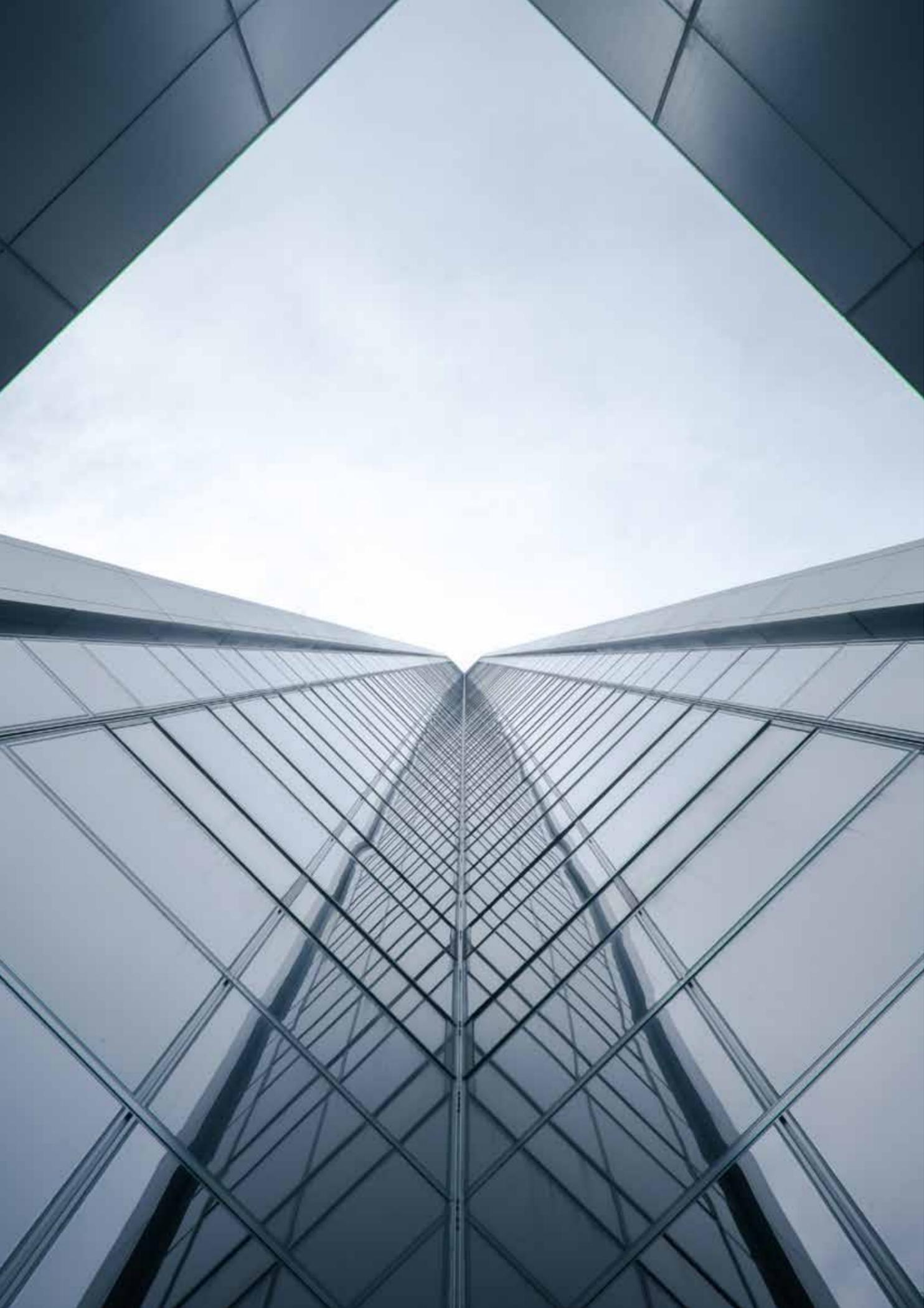
Bien sûr, tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes. Parmi les petites sociétés, nombreuses sont celles qui se sentent toujours submergées par la bureaucratie, paralysées par des impôts excessifs et gênées par la rigueur du droit du travail. Les décideurs politiques devraient en tenir compte. Les petites entreprises sont un moteur de croissance important, il convient, dans le contexte économique actuel, de les encourager plutôt que de les accabler de lourdeurs administratives.

Dans cette étude, les petites entreprises nous confient leurs espoirs et leurs craintes, leurs principales préoccupations et les évolutions qu'elles prévoient. Nous assurons des petites entreprises dans le monde entier et nous savons que les personnes sont aussi importantes que les activités que nous couvrons. Comprendre leurs défis, leurs opportunités, leurs souhaits et leurs besoins nous aide à proposer des produits et services adaptés - aujourd'hui et demain. Nous espérons que le présent rapport sera également utile aux autres acteurs qui analysent et aident au développement du tissu vital des petites entreprises.

Bronek Masojada

Directeur général d'Hiscox

Bronek Masojada



Enseignements

L'optimisme atteint des niveaux record en trois ans. Pas moins de 62% des propriétaires et dirigeants de petites entreprises se montrent confiants dans leurs perspectives commerciales pour l'année à venir. Les sondés américains sont les plus optimistes (69%), talonnés par leurs homologues néerlandais et espagnols, avec 65% dans les deux cas. Les optimistes ne sont minoritaires qu'en France, à 43%, un niveau qui n'a pratiquement pas changé en trois ans. Le sentiment de satisfaction inhérent à la gestion de sa propre activité est le plus vivement ressenti par les personnes interrogées au Royaume-Uni et aux Etats-Unis ; 40 et 45% d'entre eux respectivement affirment se sentir mieux qu'il y a un an.

L'innovation est la solution d'auto-assistance par excellence. De plus en plus souvent, les petites entreprises considèrent l'innovation comme la meilleure forme de self-assistance. La part des sociétés ayant lancé un nouveau produit ou un nouveau service est passée de 36 à 41% au cours de l'année écoulée et, pour l'année à venir, un peu plus de la moitié des sondés (51%) prévoient le lancement d'un nouveau produit ou service. Le désir d'innover est particulièrement fort parmi les entreprises exportatrices, deux tiers d'entre elles (65%) ayant lancé un nouveau produit ou un nouveau service l'année dernière et 72% envisageant de le faire l'année prochaine. L'innovation, l'expansion et les exportations permettent à nombre d'entre elles de s'inscrire dans la dynamique de reprise.

La croissance du chiffre d'affaires s'accélère... mais la croissance des bénéfices est inégale. Près des deux tiers des entreprises (65%) ont enregistré une croissance de leurs ventes au cours de l'année écoulée et un quart d'entre elles (25%) ont même fait état d'une progression des ventes supérieure à 10%. La part des entreprises constatant une croissance supérieure à 10% de leur carnet de commandes ou de leur charge de travail a également augmenté, de 15% à 24%. Toutefois, une minorité importante des petites entreprises en Espagne, aux Pays-Bas, mais surtout en France, reste confrontée à une absence de croissance des bénéfices. L'embellie dans ces trois économies est relativement récente et ses effets salutaires pour les plus petites entreprises pourraient encore prendre un certain temps à se concrétiser.

Encore aucun signe de réelle reprise sur le front des créations d'emploi. Près des deux tiers des entreprises (64%) déclarent que leurs effectifs n'ont pas augmenté au cours de l'année écoulée. Parmi les six pays couverts par l'étude, les petites entreprises espagnoles ont toutefois été plus actives sur le marché du recrutement par rapport à leurs homologues des autres pays. Pour l'année à venir, environ deux tiers des entreprises (64%) envisagent de maintenir leurs effectifs actuels, et parmi les 22% qui envisagent de recruter, la majorité propose des postes pour collaborateurs juniors, apprentis ou stagiaires – ce qui constitue une bonne nouvelle pour les jeunes diplômés et les personnes faisant leur entrée sur le marché du travail.

La bureaucratie et les impôts directs demeurent les principales ombres au tableau. Ces deux éléments trônent à nouveau en tête du classement des inquiétudes dans la plupart des pays, à l'exception du Royaume-Uni, où les principaux sujets d'inquiétude sont les problèmes liés au système éducatif. De manière générale, les trois premières revendications des petites entreprises sont une diminution de l'imposition directe, la simplification et la réduction des règles comptables et l'encouragement de l'octroi de prêts bancaires.

Les Etats-Unis sont considérés comme le pays le plus entrepreneurial. Nous avons, pour la première fois, demandé à toutes les personnes interrogées de préciser le pays qu'elles considèrent comme le plus entrepreneurial parmi les six faisant l'objet de l'étude - et les résultats ont été pratiquement unanimes. Les personnes interrogées dans cinq des six pays s'accordent pour dire qu'il s'agit des Etats-Unis ; l'Espagne ferme la marche dans les six pays.

Le rythme s'accélère

L'optimisme est à son plus haut niveau depuis trois ans, sauf en France

Le timide revirement de tendance observé lors de l'enquête de l'année dernière s'est mué en une bourrasque d'optimisme dans cinq des six pays couverts par l'étude.

Globalement, les niveaux d'optimisme atteignent un niveau record en trois ans, 62% des personnes interrogées se montrant confiantes pour l'exercice opérationnel à venir, contre 57 et 52% il y a respectivement un et deux ans. Les optimistes ne sont minoritaires qu'en France, ce sentiment n'ayant pas évolué en trois ans.

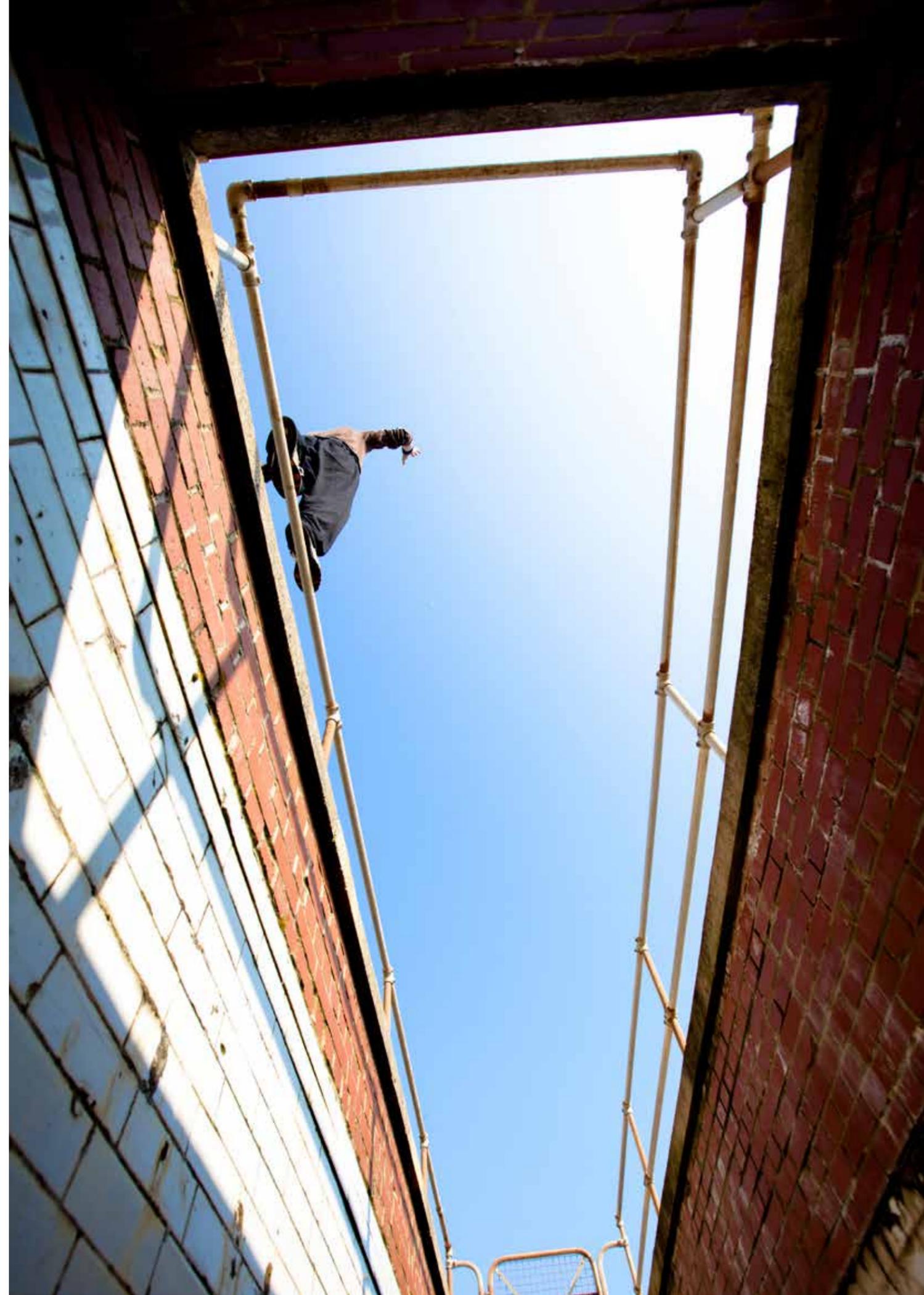
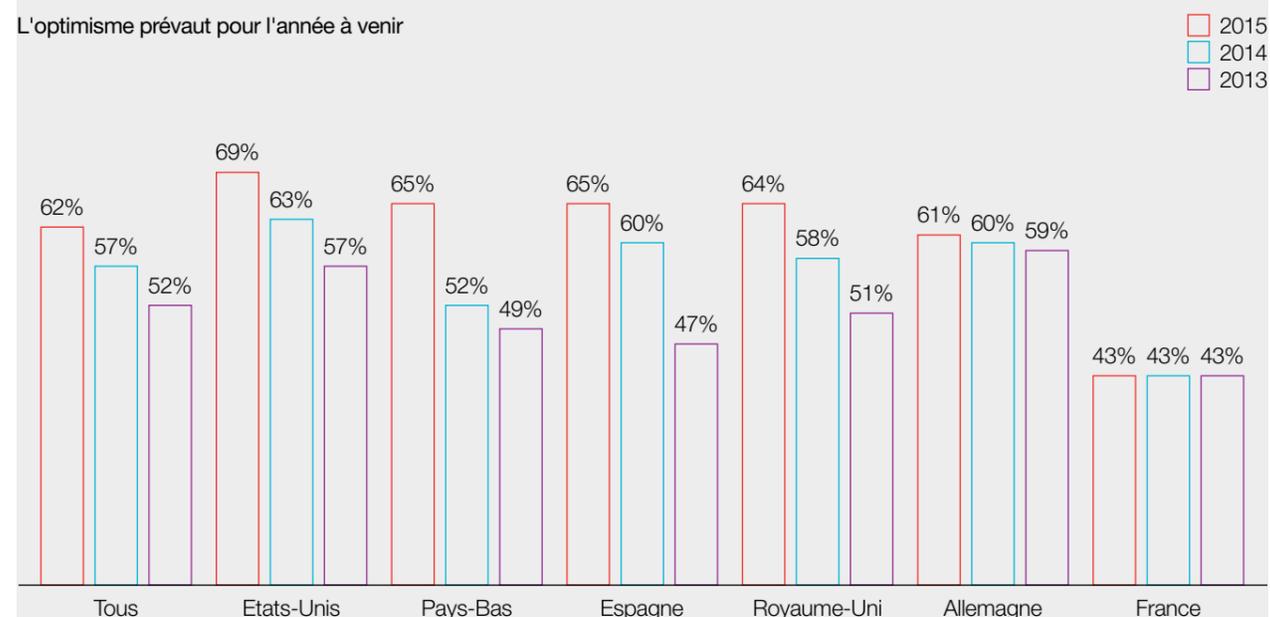
Les Américains semblent être les plus enjoués, 69% d'entre eux affirmant en effet être optimistes - soit 7% de plus que la moyenne mondiale.

Les Pays-Bas et, curieusement, l'Espagne suivent de près, avec 65% dans les deux cas. Dans ces deux pays, les indicateurs actuels attestent d'un revirement de tendance majeur par rapport à il y a deux ans.

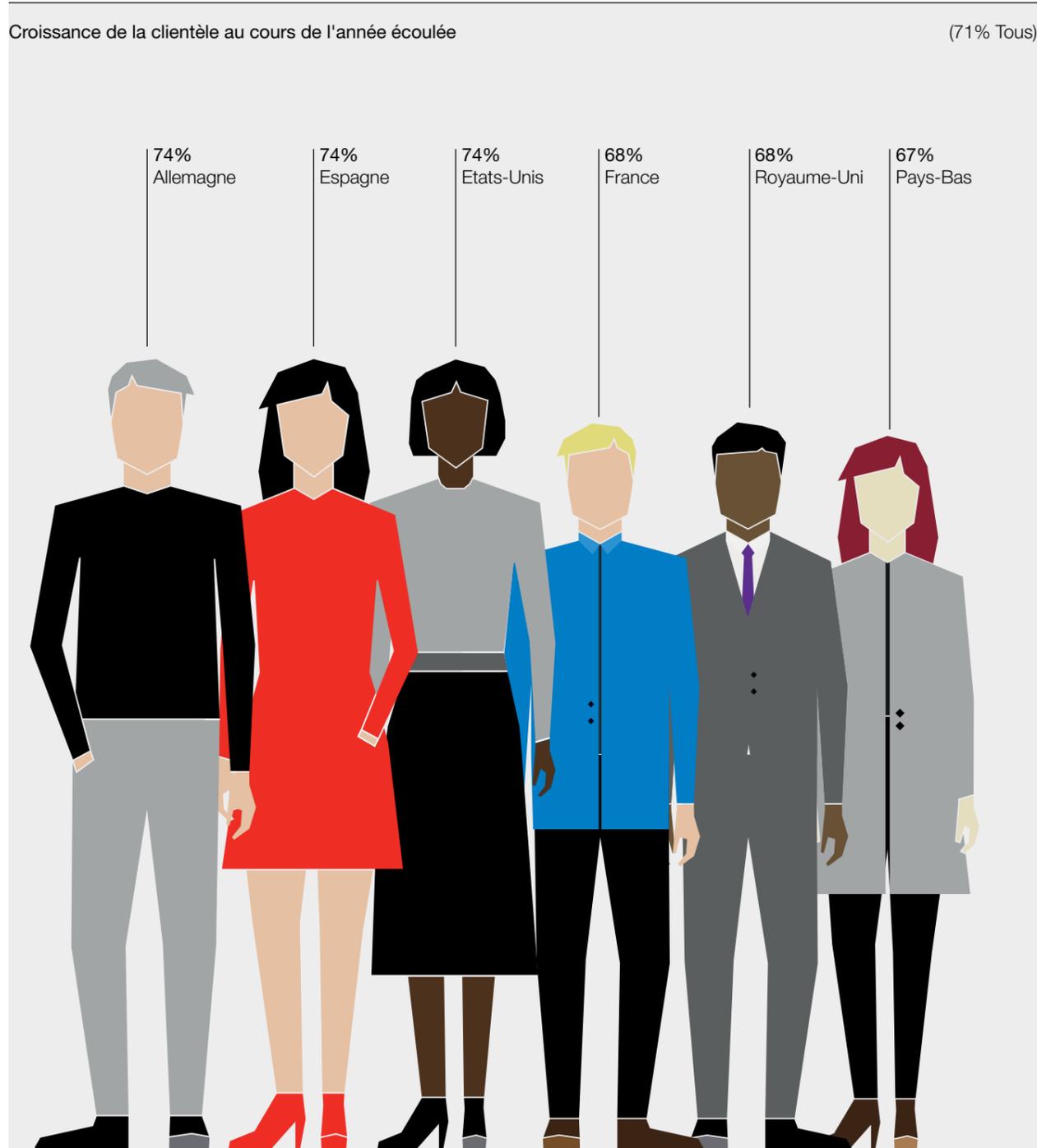
Ces chiffres viennent soutenir les prévisions actuelles de la Commission européenne, qui table sur une croissance du PIB réel de 1,8% cette année. Ceci est conforme aux Prévisions économiques européennes publiées par la DG ECFIN au printemps 2015.

Il existe cependant une véritable distinction entre les entreprises créées avant et après le ralentissement de 2008, les entreprises post-récession étant les plus prospères. Les propriétaires et les dirigeants d'entreprises constituées depuis 2008 envisagent de toute évidence l'avenir de manière nettement plus optimiste que ceux à la tête de sociétés plus anciennes (70% pour les entreprises créées après la récession, contre 59% pour les entités plus anciennes).

L'optimisme prévaut pour l'année à venir



Environ trois quarts des entreprises (71%) déclarent avoir conquis de nouveaux clients au cours de l'année écoulée, contre 59% une année plus tôt. Cette tendance est particulièrement marquée parmi les entreprises américaines, allemandes et espagnoles (74% dans chaque cas).



La croissance du chiffre d'affaires s'accélère

Environ deux tiers des entreprises (65%) ont enregistré une croissance l'année passée. Un quart d'entre elles (25%) font état d'une progression de leurs revenus supérieure à 10% (contre 16% il y a un an). Signe encourageant, le nombre d'entreprises affichant une croissance d'au moins 20% a doublé, passant de 5 à 10%, tandis que la part des entreprises constatant une croissance à deux chiffres de leur carnet de commandes ou de leur charge de travail a augmenté, de 15% à 24%.

Tendance encourageante, le nombre d'interviewés déclarant une croissance de leurs revenus de 20% et + a doublé et passe de 5% à 10%.

La croissance des bénéfices est généralement plus modérée. Pour une entreprise sur trois (et 43% des sondés en France), celle-ci est toujours nulle. Pour l'ensemble des six pays, le nombre d'entreprises enregistrant une croissance bénéficiaire à deux chiffres est passé de 15 à 22% l'année dernière.

Des opportunités d'emploi pour les apprentis et les stagiaires

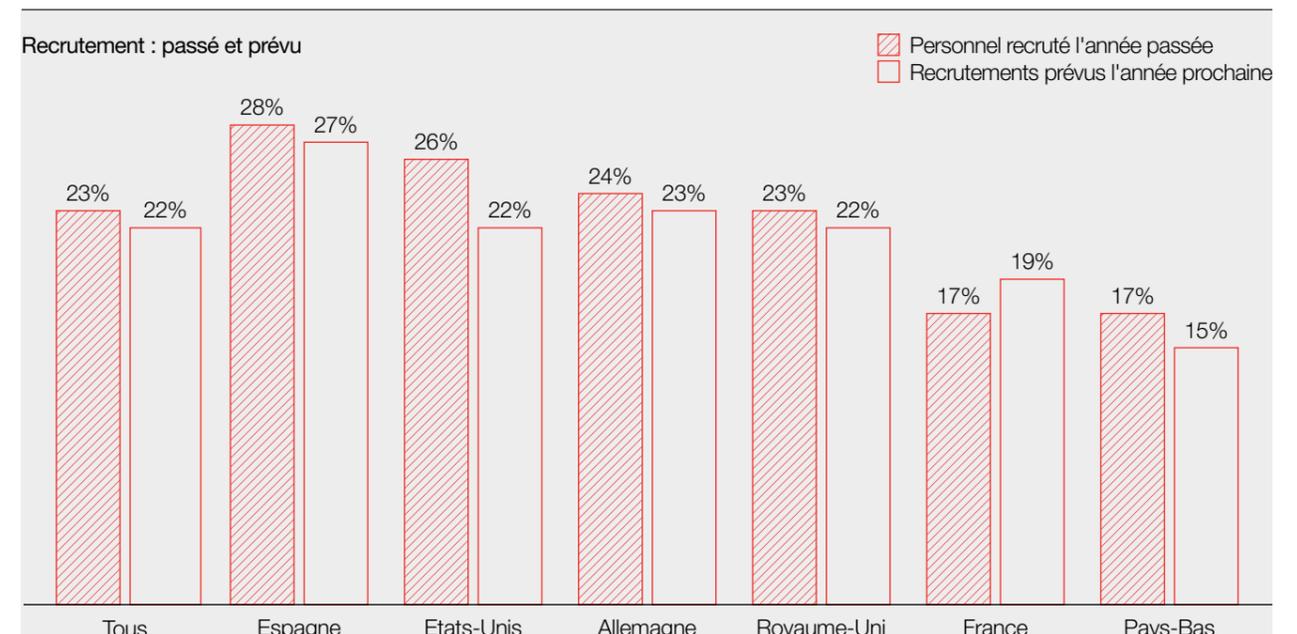
L'amélioration des perspectives doit encore se traduire par une reprise sur le front de l'emploi à tous les niveaux. Trois quarts des entreprises environ (73%) déclarent ne pas avoir augmenté leurs effectifs l'année passée, ce qui représente une stagnation par rapport à l'année précédente (74%). De façon étonnante, c'est en Espagne plus que dans tout autre pays que les entreprises ont été les plus nombreuses à étoffer leurs effectifs (28%).

Le pays idéal pour être apprenti ou stagiaire ? l'Allemagne.

Par ailleurs, les entreprises espagnoles sont aussi les plus enclines à recruter l'année prochaine, 27% d'entre elles prévoyant d'engager de nouveaux employés. Une proportion similaire des entreprises allemandes, britanniques et américaines affirment vouloir embaucher de nouveaux collaborateurs (23%, 22% et 22% respectivement). Cette perspective n'est en revanche partagée que par 15% seulement des entreprises néerlandaises.

Parmi les 22% de petites entreprises envisageant de recruter du personnel l'année prochaine, 10% affirment rechercher des collaborateurs juniors et 9% des apprentis ou des stagiaires, ce qui constitue une bonne nouvelle pour les jeunes diplômés et les personnes arrivant sur le marché de l'emploi. Seules 6% d'entre elles envisagent de proposer des postes senior.

Plus de la moitié des entreprises (55%) qui affirment envisager le recrutement d'apprentis ou de stagiaires les rémunéreront, 26% prévoyant juste le remboursement de leurs frais de déplacement et d'autres charges. Des aides publiques assureront un remboursement de ces dépenses et des rémunérations de 8%. Le meilleur pays pour être apprenti ou stagiaire est l'Allemagne, où 65% des entreprises verseront un salaire complet, suivie de près par le Royaume-Uni, avec 61%. Dans les deux cas, ces chiffres sont calculés à partir d'un petit nombre de personnes interrogées.



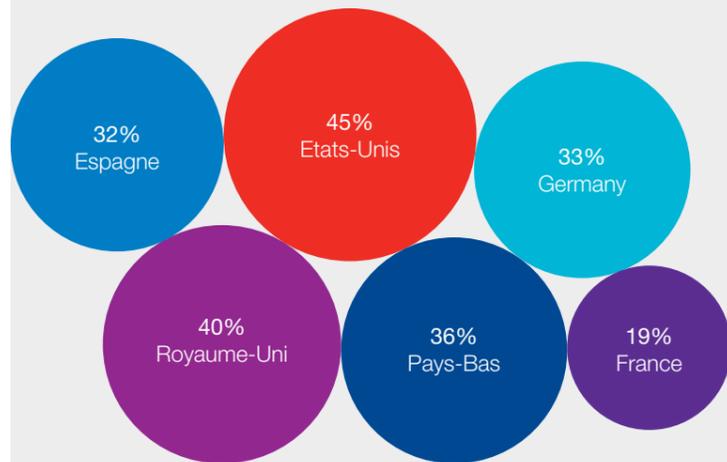
Mais nous sentons-nous vraiment mieux ?

Le regain d'optimisme doit encore s'accompagner d'un sentiment général de satisfaction parmi les propriétaires et dirigeants de petites entreprises. Certes, d'un point de vue positif, le nombre de personnes déclarant se sentir mieux qu'il y a un an (36%) dépasse sensiblement le contingent de ceux qui aujourd'hui estiment se trouver dans une situation plus délicate (23%), mais pratiquement deux personnes interrogées sur cinq (38%) affirment que leur situation financière n'a pas évolué.

Ceux qui ont créé leur entreprise depuis la crise de 2008 ont plus tendance à se sentir heureux dans la vie.

Nous distinguons plusieurs signes d'amélioration du bien-être. Signalons tout d'abord que la situation des entrepreneurs est plus favorable s'ils sont établis aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni, c'est-à-dire dans les économies où la reprise est déjà en route depuis un bon moment. Quelque 45% des Américains et 40% des Britanniques affirment en effet que leur situation s'est améliorée par rapport à l'année précédente, contre 19% seulement des sondés en France.

Je me sens mieux qu'il y a un an



Il est par ailleurs évident que les sociétés innovantes, qui ont lancé de nouveaux produits au cours de l'année écoulée et qui ont plus facilement trouvé des moyens de financement bancaires, sont plus enclines à affirmer que leur situation s'est améliorée. Il en va de même pour ceux qui ont lancé leur activité après la crise de 2008.

La situation des propriétaires et des dirigeants des plus petites entreprises (dont le chiffre d'affaires s'élève au maximum à 100.000 £) est la plus précaire ; à peine plus d'un tiers d'entre elles (34%) affirment se sentir mieux, mais pratiquement un quart (24%) nous confient que leur situation s'est dégradée. L'impression de prospérité augmente généralement de concert avec la taille de la société.

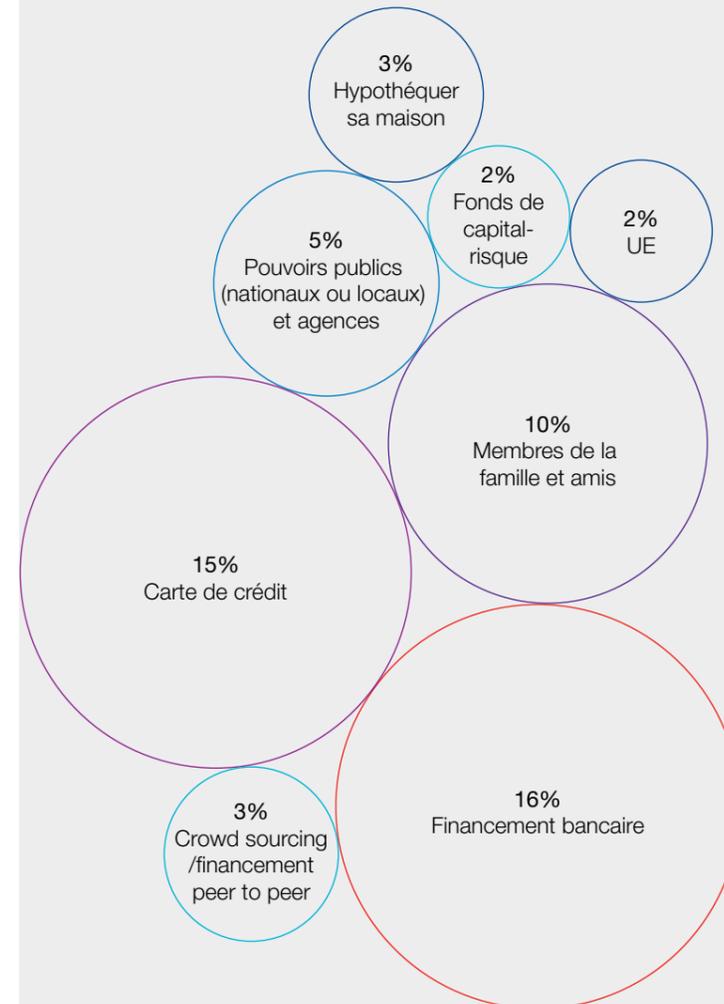
Il est de plus en plus difficile d'obtenir un financement bancaire...

Peu d'éléments attestent que l'accès au crédit s'est amélioré. Près d'un cinquième des personnes interrogées (19%) pensent que l'accès au financement bancaire s'est compliqué au cours de l'année écoulée. 7% des sondés à peine (11% en Espagne) affirment que l'accès au crédit s'est amélioré, les autres déclarant que les conditions d'octroi sont restées identiques ou que cette question n'a pas d'impact sur leur activité (ce qui est le cas pour environ la moitié des plus petites entreprises de notre échantillon). Les entreprises néerlandaises et françaises sont les plus négatives quant à l'obtention d'un financement bancaire (34 et 26% respectivement).

Les banques espagnoles, françaises et allemandes semblent être celles qui soutiennent le plus les petites entreprises.

En dépit de ce constat, une personne interrogée sur six (16%) affirme avoir sollicité des fonds auprès d'une banque au cours de l'année écoulée et 15% envisagent de le faire l'année prochaine. Les banques espagnoles, françaises et allemandes semblent être les plus à même de soutenir les petites entreprises ; 25% des sondés en Espagne ont affirmé avoir compté sur leur banque au cours de l'année écoulée, à l'instar de 22% et 19% des personnes interrogées en France et en Allemagne respectivement.

Types de financement recherchés au cours de l'année écoulée



...ce qui force de plus en plus de propriétaires de petites entreprises à faire preuve d'inventivité pour obtenir des financements

Preuve manifeste que les prêts aux petites entreprises continuent de se contracter, 15% des propriétaires/dirigeants de telles entités affirment avoir utilisé leur carte de crédit pour assurer le financement de leurs activités au cours de l'année écoulée, et 8% envisagent également de le faire. Les personnes interrogées aux Etats-Unis et en Espagne ont eu particulièrement recours à leur carte de crédit (21% dans les deux cas).

Les américains et espagnols interviewés ont été particulièrement enclins à emprunter en recourant à leur carte de crédit.

Par ailleurs, 10% des petites entreprises se sont tournées vers les membres de la famille et des amis (8% envisagent de le faire), 3% ont eu recours au crowd-sourcing (9% envisagent de le faire) et 3% ont été jusqu'à hypothéquer leur maison.

Redressement soutenu des investissements

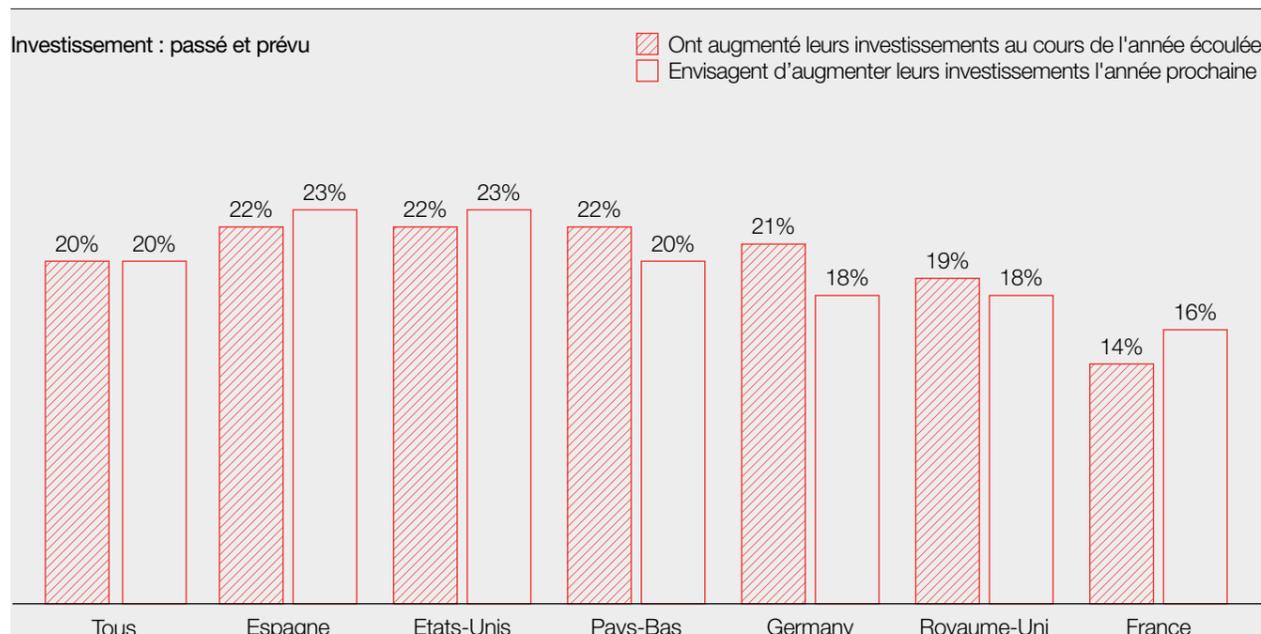
Une entreprise sur cinq (20%) a augmenté ses investissements l'année passée et la même proportion envisage de le faire à nouveau l'année prochaine. La part des entreprises s'appêtant à réduire leurs investissements l'année prochaine est de 11%, tandis que 14% l'ont fait l'année dernière. Environ la moitié des entreprises (48%) envisagent de maintenir leurs niveaux d'investissement l'année prochaine.

En revanche, le constat est décevant pour l'économie française. 28% des entreprises françaises déclarent ne pas avoir investi au cours de l'année écoulée ni au cours de l'année précédente, et environ un tiers (32%) d'entre elles n'envisagent pas de le faire l'année prochaine.

Un quart des plus petites entreprises de notre échantillon (c'est-à-dire, celles dont le chiffre d'affaires s'élève au maximum à 100.000 £) n'ont pas investi dans leurs activités au cours de ces deux dernières années et n'envisagent pas de le faire l'année prochaine. Il en ressort que, en règle générale, le niveau d'investissement augmente proportionnellement à la taille des entreprises.

Les niveaux d'investissement augmentent selon la taille de l'entreprise.

Les entreprises espagnoles, néerlandaises et américaines semblent être celles qui ont le plus augmenté leurs investissements l'année dernière, et les entreprises espagnoles et américaines semblent les plus enclines à le refaire l'année prochaine.



Les retards de paiement sont cités comme un problème majeur en Europe

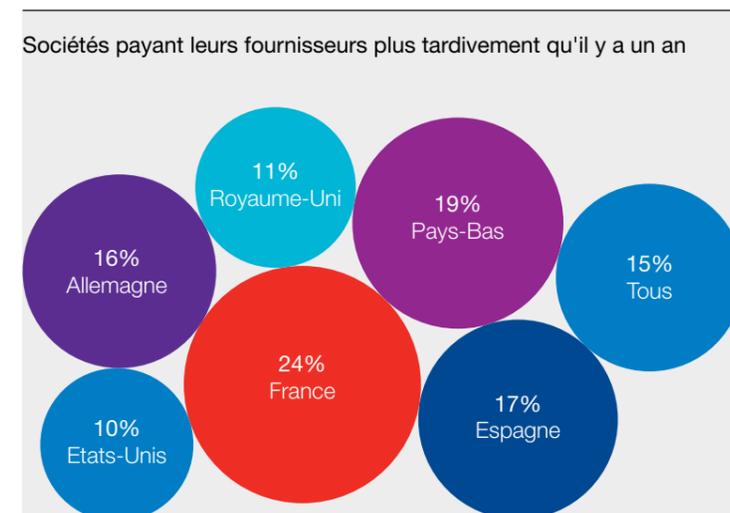
Les retards de paiement semblent constituer un problème particulièrement grave dans certaines régions d'Europe. En France et en Espagne, environ la moitié des personnes interrogées (47%) affirment que leurs clients les paient plus tard qu'avant. On observe une proportion comparable aux Pays-Bas et en Allemagne (43%). Plus d'un quart des entreprises britanniques (27%) ont affirmé que les retards de paiement leur posent problème. Et ceci en dépit des efforts répétés du gouvernement destinés à améliorer la transparence des pratiques de paiement des grandes sociétés et à renforcer les codes de bonnes pratiques existants.

Plus de la moitié des entreprises qui enregistrent des retards de paiement (51%) affirment que cette situation a un « impact significatif » sur leur trésorerie. Un autre tiers (33%) précise que l'impact est davantage « occasionnel ». En termes de pays, les retards de paiement semblent davantage problématiques pour les entreprises interrogées en France et en Espagne (68% et 62% respectivement). En termes de secteur, les personnes travaillant dans le secteur manufacturier ainsi que dans les loisirs et la restauration semblent les plus durement touchées.

Toutefois, on ne peut pas dire que les petites sociétés n'ont rien à se reprocher. Pour la première fois, nous avons également demandé aux sociétés si elles payaient leurs fournisseurs plus tardivement par rapport à l'année précédente. Quelque 15% des sondés ont répondu par l'affirmative, les principaux contrevenants étant les entreprises françaises qui, pour 24% d'entre elles, admettent payer en retard. Un très grand nombre de personnes interrogées aux Pays-Bas, en Espagne et en Allemagne (19%, 17% et 16% respectivement) ont déclaré faire de même.

Les Français et les espagnols sont sans doute ceux qui déclarent le plus de difficultés de trésorerie en raison de retards de paiement.

Il est intéressant d'observer que le retard de paiement est moins cité par les sociétés unipersonnelles ou de très petite taille (occupant entre un et quatre salariés) que par des sociétés de plus grande taille. De même, les entreprises exportatrices sont sujettes à des retards de paiement plus fréquents de la part de leurs clients que les entreprises non exportatrices.



Qu'est-ce qui les empêche de dormir ?

Interrogés sur leur « principale crainte pour l'année à venir », pratiquement un quart (23%) des sondés ont affirmé que leur plus grande crainte était de ne pas pouvoir attirer de nouveaux clients (ce chiffre passe à 27% pour les plus petites entreprises de notre échantillon). Ces pourcentages sont cependant en baisse par rapport à l'année précédente dans les six pays couverts par l'étude. Cette question préoccupe essentiellement les entreprises britanniques et néerlandaises (25% dans les deux pays, mais en repli par rapport aux 28% et 32% respectivement l'année précédente).

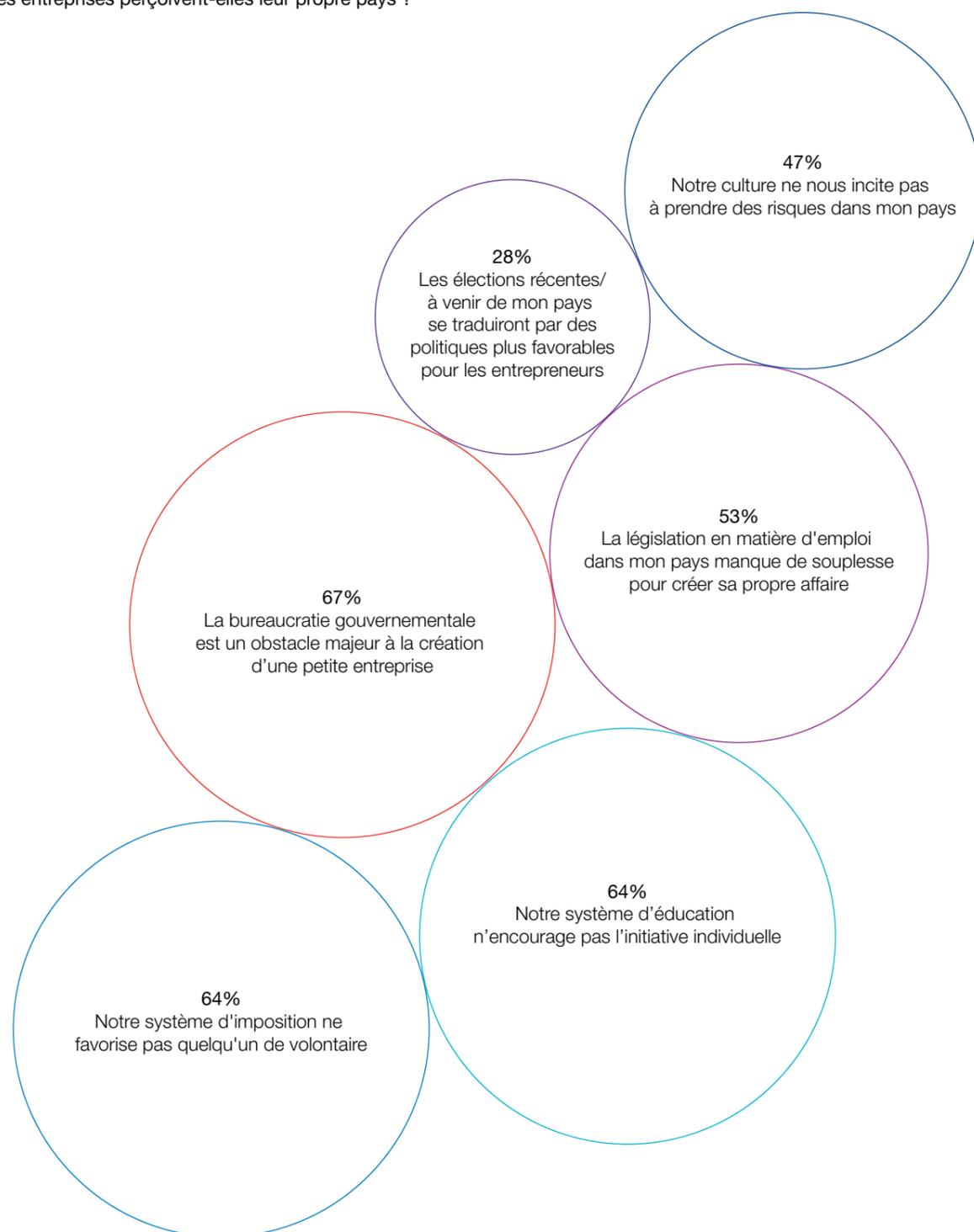
La deuxième crainte la plus généralisée concerne le défaut de paiement de leurs clients (qui est cité par 17% des entreprises). Avec 11% de réponses, la possibilité de ne pas disposer des ressources nécessaires au fonctionnement de l'entreprise arrive en troisième position. La situation observée en France est différente, 17% des entreprises affirment que leur principale crainte est de ne pas pouvoir disposer des ressources nécessaires à leur fonctionnement.

Les entreprises anglaises et hollandaises sont les plus inquiètes quant à l'acquisition de nouveaux clients.

La crainte de devoir répercuter les augmentations de coûts sur les clients est citée par 9% des sondés, contre 8% l'année dernière, ce qui laisse à penser que le spectre de la déflation s'évanouit lentement. Cette préoccupation est particulièrement perceptible parmi les plus grandes entreprises de notre échantillon (17% pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est compris entre 1 et 5 millions £ et 14% pour celles dont le chiffre d'affaires est supérieur à 10 millions £).

Qu'est-ce qui limite les petites sociétés ?

Comment les petites entreprises perçoivent-elles leur propre pays ?



Règles, réglementations et fiscalité

Le message est clair : le soutien des pouvoirs publics est insuffisant. Interrogés sur une série d'affirmations concernant leur propre pays, une grande majorité (67%) des sondés affirment que « la bureaucratie est un obstacle majeur au lancement de sa propre entreprise ». Les doléances quant au fait que « notre système fiscal n'encourage pas les personnes désireuses de lancer leur propre entreprise » et « notre système éducatif n'encourage pas les idées et les rêves individuels » ont également été largement épinglées, par 64% des personnes interrogées pour chaque affirmation.

9 sondés espagnols sur 10 critiquent leur bureaucratie et leur système fiscal.

Des perceptions différentes ont cependant été observées dans chaque pays. Pratiquement neuf sondés espagnols sur 10 ont critiqué la bureaucratie et le système fiscal espagnols (89% et 88% respectivement). En France, ces deux problèmes ont été cités dans des proportions similaires, mais également « le manque de souplesse » de leur législation en matière d'emploi (86% dans chaque cas). Environ trois quarts des personnes interrogées en France ont également dénoncé un « système éducatif qui n'encourage pas les idées et les rêves individuels » et ont admis que « culturellement nous ne sommes pas incités à prendre des risques dans notre pays » (cités par respectivement 77% et 76% des sondés).

Les craintes à propos du système éducatif ont également été citées par 73% des personnes interrogées en Allemagne, ce thème occupant par ailleurs la première place des préoccupations au Royaume-Uni (cité par 57% des personnes interrogées).

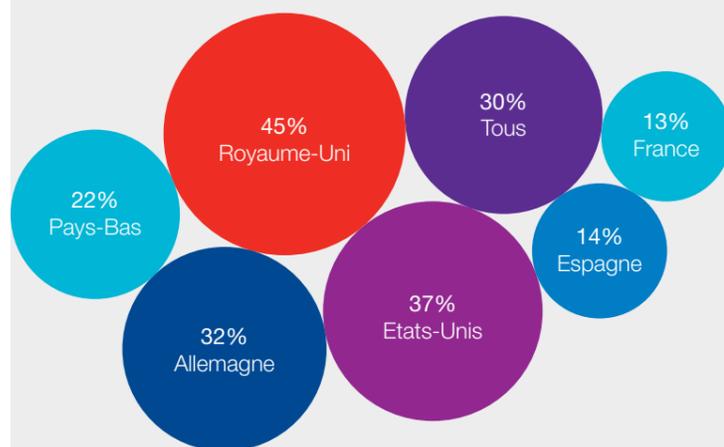
Les pouvoirs publics doivent faire davantage...

Lorsqu'on leur demande si elles pensent que les politiques publiques de leur pays soutiennent les entrepreneurs, 30% seulement des personnes interrogées répondent « oui » ou « oui, dans la plupart des cas ». Les Britanniques sont les plus satisfaits, 45% d'entre eux estimant que les politiques menées dans leur pays encouragent l'entrepreneuriat.

Les plus grandes entreprises sont en général plus à même de penser que les choses se sont améliorées.

En revanche, un peu plus de deux tiers des Français (67%) et 70% des Espagnols ayant participé à l'étude affirment que les politiques menées par leur gouvernement ne sont pas incitatives. Globalement, un quart (25%) des propriétaires et dirigeants de petites entreprises sont d'avis que les pouvoirs publics « pourraient en faire plus ».

Les politiques menées par mon gouvernement soutiennent les entrepreneurs



Nous observons un profond décalage dans les réponses à la question relative à l'éventuelle amélioration des conditions au cours de ces cinq dernières années. Environ la moitié (45%) des sondés affirmant que leur gouvernement soutient l'entrepreneuriat sont d'avis que l'approche politique s'est améliorée. C'est en Espagne, au Royaume-Uni et en France qu'ils sont les plus nombreux à partager cet avis. Les sociétés de plus grande taille (qui, dans notre classement, comptent entre 20 et 50 salariés) sont en général davantage susceptibles d'affirmer que les choses se sont améliorées. Toutefois, la même proportion (45%) des personnes affirmant que les pouvoirs publics ne mènent pas des politiques incitatives sont d'avis que les conditions se sont détériorées.

...mais il y a des signes encourageants

Les pouvoirs publics tiendront-ils compte de ce message ? Il y a assurément des signes encourageants. Chez les personnes estimant que leur gouvernement est généralement en faveur de l'entrepreneuriat, les optimistes sont nettement plus nombreux que les pessimistes (46% contre 10%).

Parmi celles qui considèrent que les politiques publiques sont globalement défavorables, nous observons, dans la plupart des pays, une situation d'équilibre entre les optimistes et les pessimistes, à une seule exception près, et non des moindres, à savoir l'Allemagne. Dans ce pays, 41% des personnes interrogées s'attendent à une détérioration de la situation, contre 7% seulement prévoyant une embellie. Globalement, les Espagnols, suivis des Britanniques, sont les plus convaincus que les choses vont s'améliorer (respectivement 35% et 32%).

La paperasserie coûte toujours trop cher

Les personnes interrogées sont quasiment unanimes pour affirmer que la réglementation publique occupe une part excessive du volume d'activité hebdomadaire moyen dans les petites entreprises. Mauvaise nouvelle cette année : le problème semble s'être aggravé. Le temps moyen consacré aux formalités administratives est désormais de trois heures et 13 minutes par semaine, contre deux heures et 55 minutes il y a un an. La moyenne augmente cette année en raison d'une légère progression du nombre de personnes affirmant consacrer plus de cinq heures par semaine à la réglementation publique. Seules les entreprises espagnoles déclarent consacrer moins de temps que l'année dernière.

Le temps moyen passé à gérer la paperasserie est aujourd'hui de trois heures et 13 minutes par semaine.

Les entrepreneurs britanniques et américains s'en sortent relativement bien ; ils consacrent moins de deux heures et demie par semaine aux formalités administratives. En revanche, les personnes interrogées en France affirment passer plus de cinq heures par semaine à régler leurs questions réglementaires - soit une hausse de pratiquement 45 minutes par rapport à l'année précédente.

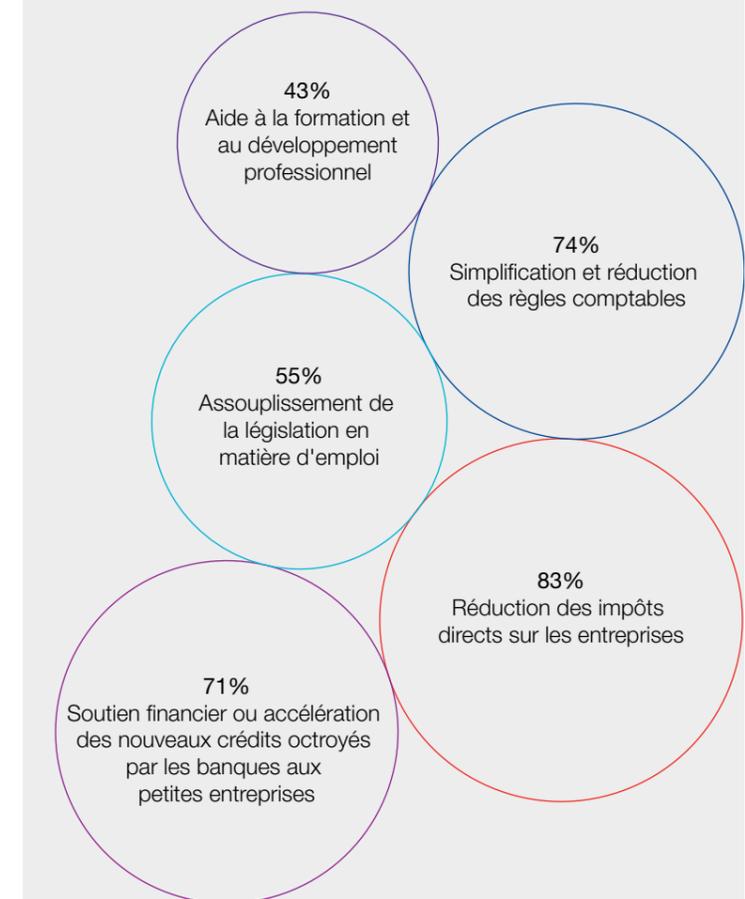
Que devraient donc faire les gouvernements ?

Nous avons demandé aux personnes interrogées d'examiner un ensemble d'options de politique publique et de classer les cinq politiques qu'elles considèrent comme les plus importantes pour favoriser la croissance des petites entreprises. A l'instar des années précédentes, la liste des souhaits est dominée par trois changements majeurs :

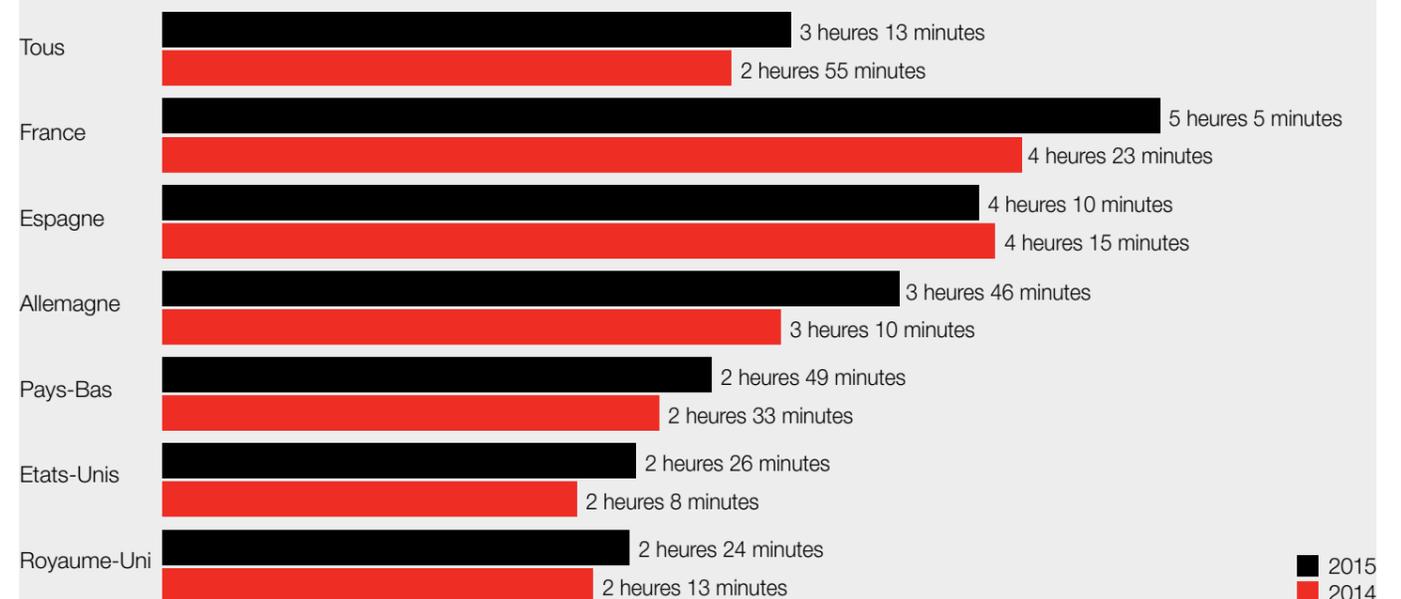
- La réduction des impôts directs sur les entreprises (mentionné par 83% des personnes interrogées).
- La simplification et la diminution des règles comptables (74%).
- Le soutien financier ou l'accélération des nouveaux crédits octroyés par les banques aux petites entreprises (71%).

Certaines différences entre pays ont cependant été observées. Les personnes interrogées en France, en Espagne et aux Etats-Unis souhaitent davantage une diminution des impôts directs payés par les sociétés. En France et en Espagne, l'assouplissement de la législation en matière d'emploi arrive clairement en deuxième position, après la diminution des impôts.

Liste des souhaits des entrepreneurs



Temps consacré aux formalités administratives

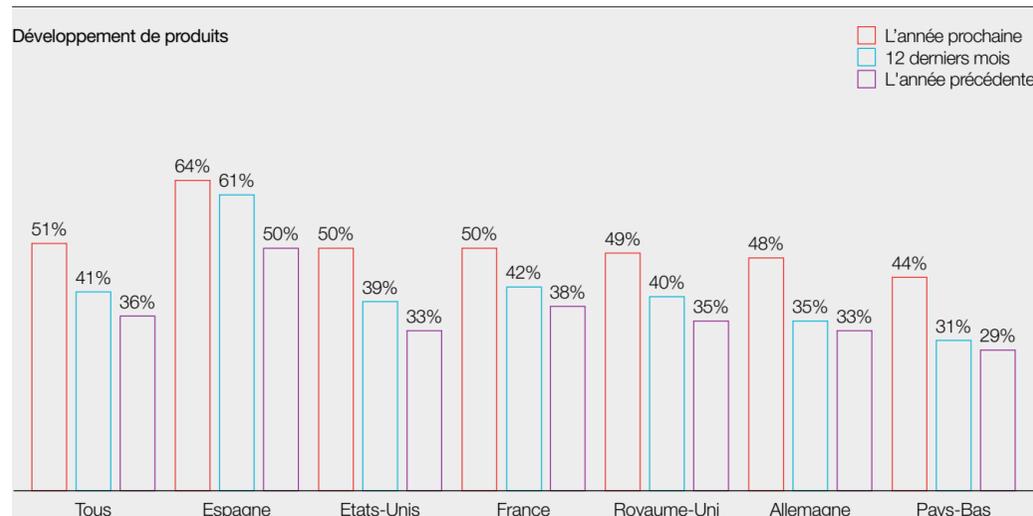


Les entreprises trouvent leur salut dans l'innovation et l'exportation

Plus de la moitié des entreprises envisagent de lancer de nouveaux produits ou services

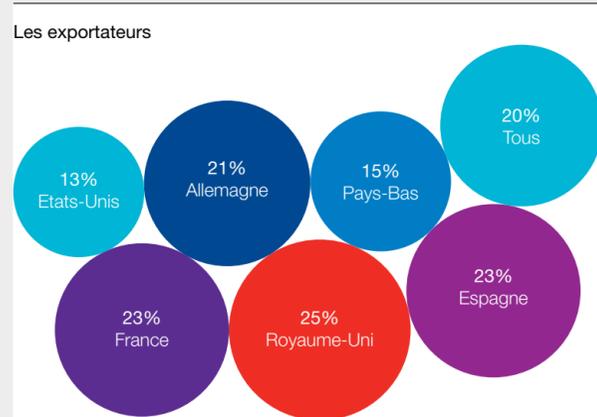
Constat des plus flagrants, les entreprises décidées à lancer un nouveau produit ou un nouveau service sont aujourd'hui beaucoup plus nombreuses. Le développement des activités par le biais de l'innovation est considéré comme une solution d'avenir par un nombre croissant de petites entreprises. Il y a un an, 36% des sondés avaient lancé un nouveau produit au cours des 12 mois précédents ; le chiffre de cette année s'élève à 41%. Plus de la moitié des entreprises (51%) envisagent de lancer un nouveau produit ou service l'année prochaine. A l'heure où les sources de financement sont rares et où de très nombreuses PME estiment ne pas pouvoir compter sur le soutien de leur gouvernement, ce constat atteste de la volonté des entrepreneurs de prendre les choses en main et d'innover pour se développer.

Développer le business à travers l'innovation est considéré comme la voie à suivre pour un nombre croissant de grandes entreprises.

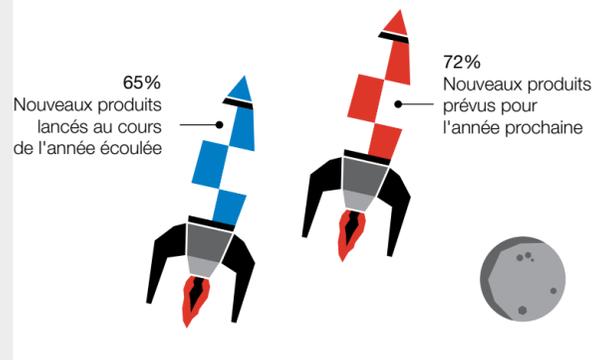


Les entreprises espagnoles sont les plus innovantes

Les sondés espagnols ont été, et de loin, les plus actifs en termes de développement de nouveaux produits ou services au cours des 12 mois écoulés, 61% d'entre eux indiquant en effet avoir lancé un nouveau produit ou service. En termes sectoriels, les entreprises de la vente au détail/de la distribution et du secteur manufacturier ont été globalement les plus innovantes (55% dans les deux cas). Les plus grandes sociétés de notre échantillon étaient typiquement les plus actives en termes de développement de nouveaux produits – 57% de celles ayant un chiffre d'affaires supérieur à 5 millions £ affirment en effet avoir innové au cours des 12 derniers mois, contre 37% seulement pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur ou égal à 100.000 £.



La plupart des exportateurs sont également des innovateurs



Les plus grandes entreprises investissent dans les marchés à l'exportation

Une entreprise interrogée sur cinq exporte désormais vers d'autres pays. Les entreprises britanniques semblent exporter davantage (25%), suivies par leurs homologues françaises (25%), et espagnoles (23% dans les deux cas). Les sociétés américaines se retrouvent en queue de classement, une sur huit seulement exporte (13%). Elles sont à peine 15% aux Pays-Bas.

Seules 16 % des plus petites entreprises exportent

Comme pour l'innovation, la propension à exporter augmente, dans notre échantillon, avec la taille de l'entreprise. En effet, seules 16% des plus petites entreprises (dont le chiffre d'affaires atteint un maximum de 100.000 £) exportent, contre 50% pour les sociétés dont le chiffre d'affaires est compris entre 5 et 10 millions £. Cela résulte peut-être des coûts et de l'infrastructure supplémentaires indispensables à la pénétration des marchés étrangers. Le secteur manufacturier (46%) et les entreprises actives dans la vente au détail/la distribution (36%) dominent ce classement.

Ce sont les entreprises françaises, britanniques et espagnoles qui affichent le plus de ventes à l'export, avec respectivement 34%, 32% et 32%.

Les plus débrouillards combinent innovation et exportation

L'existence d'un lien direct entre innovation et exportation semble être établie, ce qui renforce l'impression qu'il s'agit de deux indicateurs d'un management plus agressif, axé sur la croissance. Deux tiers (65%) des entreprises qui exportent ont mis au point un nouveau produit au cours de l'année écoulée et 72% d'entre elles envisagent de lancer un nouveau produit ou service l'année prochaine.

La technologie ne menace pas – encore – l'emploi

N'en déplaise aux sceptiques, 9% seulement des entreprises affirment que les nouvelles technologies leur permettront de réduire leurs effectifs à court terme et la moitié des personnes interrogées affirment que les nouvelles technologies ne les affecteront pas. La tendance est différente pour les entreprises de plus grande dimension, c'est-à-dire celles qui, dans notre classement, comptent entre 20 et 50 salariés. Plus d'un cinquième de ces entreprises (21%) considèrent effectivement la technologie comme un moyen de réduire les effectifs.

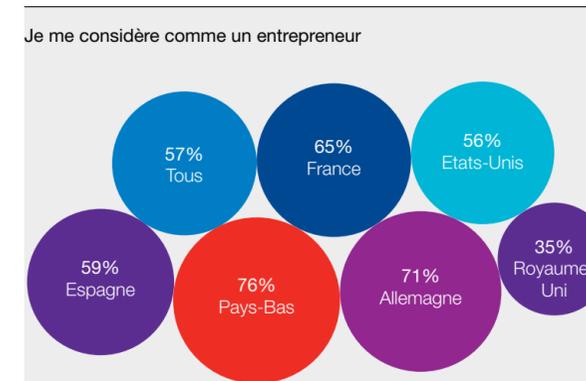
Il est intéressant de constater que les secteurs où les nouvelles technologies semblent constituer la principale menace pour l'emploi sont le marketing/la communication (14% des personnes interrogées dans ce secteur ont affirmé que la technologie leur permettrait de réduire leurs effectifs à court terme), suivis du secteur manufacturier (13%), des loisirs et de la restauration (12%), de l'informatique/médias et des services financiers (11% chacun).



Quelles sont les caractéristiques d'un entrepreneur ?

La confiance en soi

Plus de la moitié des personnes interrogées (57%) se considèrent comme « un entrepreneur » et pratiquement la moitié (48%) affirment avoir toujours pensé qu'un jour, elles créeraient leur propre entreprise. Les hommes semblent davantage partager cet avis que les femmes. Les Néerlandais, les Allemands et les Français se qualifient le plus aisément d'entrepreneurs (76%, 71% et 65% respectivement), tandis que les Britanniques sont typiquement plus modestes et réservés, à peine plus d'un tiers d'entre eux (35%) revendiquant leur statut d'entrepreneur.



Esprit entrepreneurial

Classement des sondés français, britanniques et américains	Classement des sondés allemands	Classement des sondés néerlandais	Classement des sondés espagnols
1. Etats-Unis	1. Etats-Unis	1. Pays-Bas	1. Etats-Unis
2. Royaume-Uni	2. Allemagne	2. Etats-Unis	2. Allemagne
3. Allemagne	3. Pays-Bas	3. Allemagne	3. Royaume-Uni
4. Pays-Bas	4. Royaume-Uni	4. Royaume-Uni	4. Pays-Bas
5. France	5. France	5. France	5. France
6. Espagne	6. Espagne	6. Espagne	6. Espagne

Méritocratie et non héritage

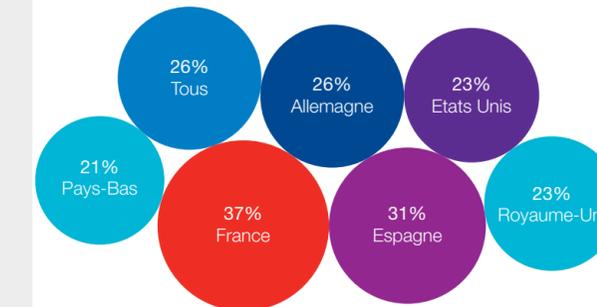
Seule une personne sur cinq (21%) affirme avoir été inspiré par un parent développant sa propre entreprise, sa propre activité, cette proportion étant légèrement supérieure chez les femmes (23%). Les Américains se distinguent dans ce classement, 41% d'entre eux affirmant avoir été inspiré par un modèle (contre 31% en moyenne).

A nouveau, trois personnes interrogées sur cinq (59%) affirment qu'une formation universitaire peut constituer un avantage pour un dirigeant d'entreprise. C'est principalement en Espagne, aux Etats-Unis et en Allemagne que l'on retrouve cette conviction selon laquelle l'enseignement universitaire constitue une solide fondation à la création d'entreprise (77%, 70% et 68% respectivement). A nouveau, les Américains se distinguent, 46% d'entre eux (contre 35% globalement) affirmant avoir suivi une formation commerciale.

A défaut de mieux

Plus d'une personne interrogée sur quatre (26%) affirme avoir lancé sa propre entreprise en raison de l'impossibilité de trouver un travail approprié. Cette proportion passe même à 37% en France et à 31% en Espagne. Elle est également légèrement supérieure parmi les femmes (28% des femmes contre 25% des hommes).

J'ai débuté ma propre activité car je ne parvenais pas à trouver un emploi approprié



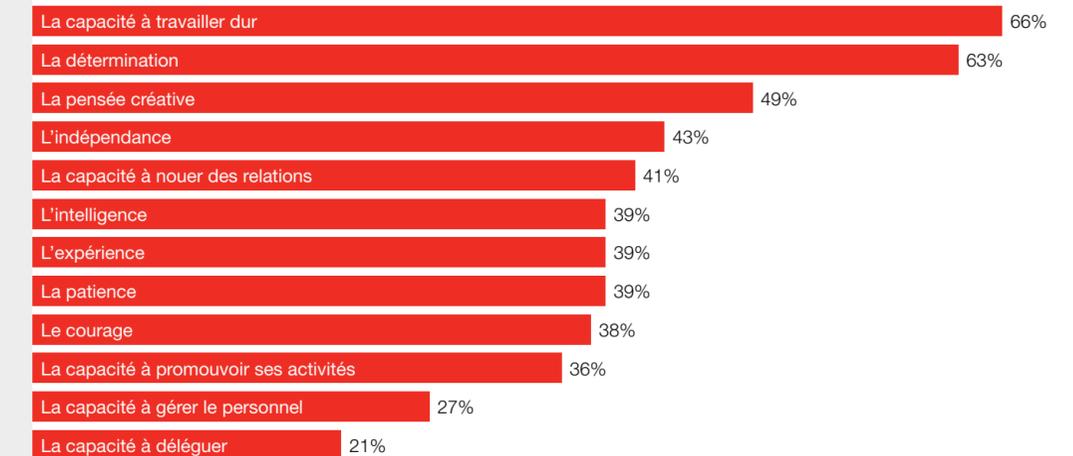
Les principales caractéristiques d'un entrepreneur

Il a été demandé aux personnes interrogées de citer ce qui, à leurs yeux, constitue les cinq principales qualités d'un entrepreneur. La capacité à travailler dur a été, et de loin, la plus largement citée, la détermination et la pensée créative occupant respectivement les deuxième et troisième places. Il est intéressant d'observer que la capacité à déléguer figure en bas de classement (21%, soit une personne sur cinq).

Certaines différences intéressantes entre les différentes nationalités ont été évoquées :

- Les Français et les Espagnols ont placé le critère « indépendance » en haut de la liste, suivi par « la capacité à travailler dur ».
- Les Néerlandais ont également plébiscité « l'indépendance », suivie de la « pensée créative ».
- Quant aux Américains et aux Allemands, ils ont cité en premier lieu « la capacité à travailler dur », suivie par « l'indépendance » et « la détermination ».

Les principales caractéristiques d'un entrepreneur selon les sondés





Travailler dur, de longues heures durant...

Les propriétaires et dirigeants de petites entreprises travaillent énormément. En moyenne, les personnes interrogées affirment travailler un peu plus de 42 heures par semaine, et près d'une sur cinq (18%) travaillent plus de 60 heures par semaine. Il est par ailleurs impressionnant de constater que 1% des personnes interrogées ont affirmé travailler plus de 90 heures par semaine ! Que ce soit en raison d'une reprise des activités ou pour faire face à de nouveaux défis, les sondés travaillent en moyenne 19 minutes de plus par semaine par rapport à l'année dernière.

En moyenne, les hommes travaillent 44 heures par semaine, contre 39 heures pour les femmes. Cette différence pourrait s'expliquer par une part plus importante de femmes travaillant à temps partiel, bien que dans les entreprises unipersonnelles, nombre d'entre elles semblent désireuses de travailler plus. Une étude d'Eurostat publiée en avril dernier a indiqué qu'environ 10 millions de personnes en Europe étaient « sous-employées » (cette notion regroupe les travailleurs qui sont hautement qualifiés, mais qui ne sont pas utilisés à leur plein potentiel, parce qu'ils sont occupés dans des emplois peu rémunérateurs, peu spécialisés ou à temps partiel). Plus de deux tiers des travailleurs sous-employés étaient des femmes.

...mais davantage de vacances cette année

En contre-pied des tendances précédentes, les personnes interrogées affirment avoir pris pratiquement une demi-journée de vacances supplémentaire au cours de l'année écoulée par rapport à l'année précédente (soit un peu moins de 20 jours contre 19,5 jours l'année d'avant). Toutefois, ce constat s'explique en grande partie par les sondés néerlandais, qui ont affirmé avoir pris deux jours de congé supplémentaires l'année dernière.

A nouveau, ce sont les Américains qui prennent le moins de vacances, avec en moyenne 10 jours par an. Un propriétaire/dirigeant américain sur cinq ne prend même pas de vacances ! 13% ne s'octroient qu'entre un et quatre jours de congé.



...et c'est toujours mieux que de travailler pour une multinationale !

Nous avons demandé aux personnes interrogées de classer cinq avantages qu'ils voient à diriger ou travailler au sein d'une petite ou moyenne entreprise par rapport à un emploi au sein d'une grande société ou d'une multinationale. Deux tiers ont cité « des horaires de travail plus souples », ce qui est conforme aux résultats de nos rapports précédents. Ce premier avantage a été suivi, cette année, par « une impression de mieux contrôler sa vie » (58%) et par « la capacité à travailler chez soi/en d'autres endroits » (57%).

Les résultats sont relativement homogènes, si ce n'est que :

- Les Américains placent « la possibilité de gagner plus d'argent » en numéro trois.
- Les Français citent plus souvent « la diminution du stress » que tout autre avantage.
- Les Allemands placent « la satisfaction d'être en mesure d'influencer l'orientation de l'entreprise » en deuxième position.
- Les Espagnols citent « des horaires de travail plus souples » plus que toute autre nationalité.

Une pensée toute particulière pour « le patron » et « el padrone »

Le propriétaire ou dirigeant type d'une petite entreprise française ou espagnole travaille beaucoup plus d'heures par semaine que la plupart de ses homologues dans les quatre autres pays couverts par l'étude, avec 47 heures contre 42 heures en moyenne. On est loin de la semaine des 35 heures en France ! Un nombre supérieur de sondés français et espagnols ont par ailleurs affirmé avoir dû manquer un ou plusieurs événements sociaux importants l'année dernière en raison d'engagements professionnels. En comparaison, les Britanniques travaillent 38 heures par semaine et les Américains, 39.

Les entrepreneurs individuels et les propriétaires des plus petites entités (celles enregistrant un chiffre d'affaires de maximum 100.000 £) travaillent moins (38 heures) que leurs homologues gérant des PME de plus grande taille. Les probabilités de manquer un événement social important sont aussi significativement inférieures, ce qui laisse à penser que travailler pour son propre compte procure une plus grande flexibilité. Quelque 11% des entrepreneurs individuels ont affirmé travailler moins de 20 heures, et 16% moins de 29 heures. En revanche, les dirigeants d'entreprises dont le chiffre d'affaires excède 1 million £ travaillent en moyenne au moins 47 heures par semaine.

Temps de travail hebdomadaire



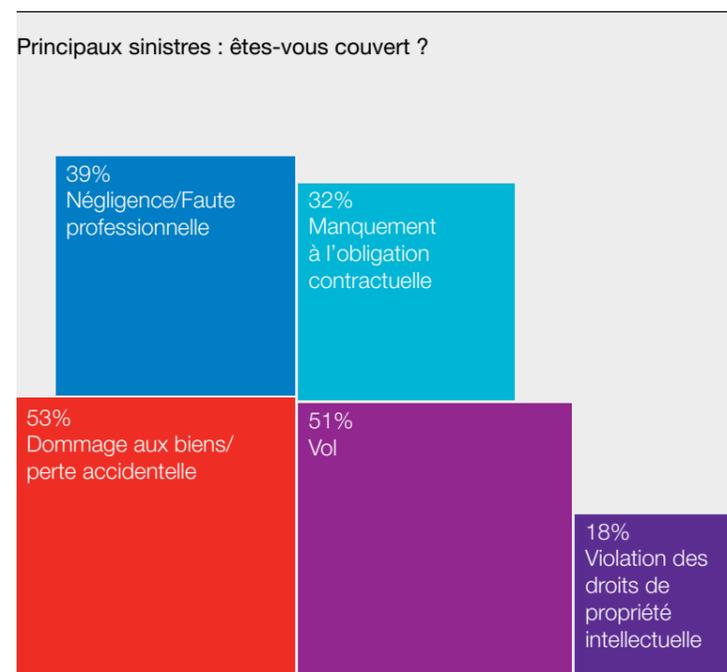
Gestion des risques

Exposition inutile

Dans le cadre de ce rapport, nous avons mis en exergue les cinq sinistres les plus fréquemment déclarés par les clients petites entreprises de Hiscox (Négligence/Faute professionnelle, manquement à l'obligation contractuelle, violation des droits de propriété contractuelle, dommages aux biens /pertes accidentelles) et avons demandé aux personnes interrogées si elles étaient assurées contre ces risques. Il est inquiétant de constater qu'environ un cinquième des personnes interrogées ignorent si elles sont couvertes contre les trois premières catégories.

Un cinquième des personnes interrogées ignorent si elles sont couvertes dans les domaines où les sinistres sont les plus fréquemment déclarés : négligence / faute professionnelle, manquement à l'obligation contractuelle, violation des droits de propriété intellectuelle.

En règle générale, moins de la moitié des sondés affirment avoir souscrit la couverture adéquate, exception faite des dommages accidentels (53% de toutes les personnes interrogées) et du vol (51%).



D'importantes différences d'un pays à l'autre

La prise de conscience de ces cinq risques essentiels semble varier de manière significative d'un pays à l'autre :

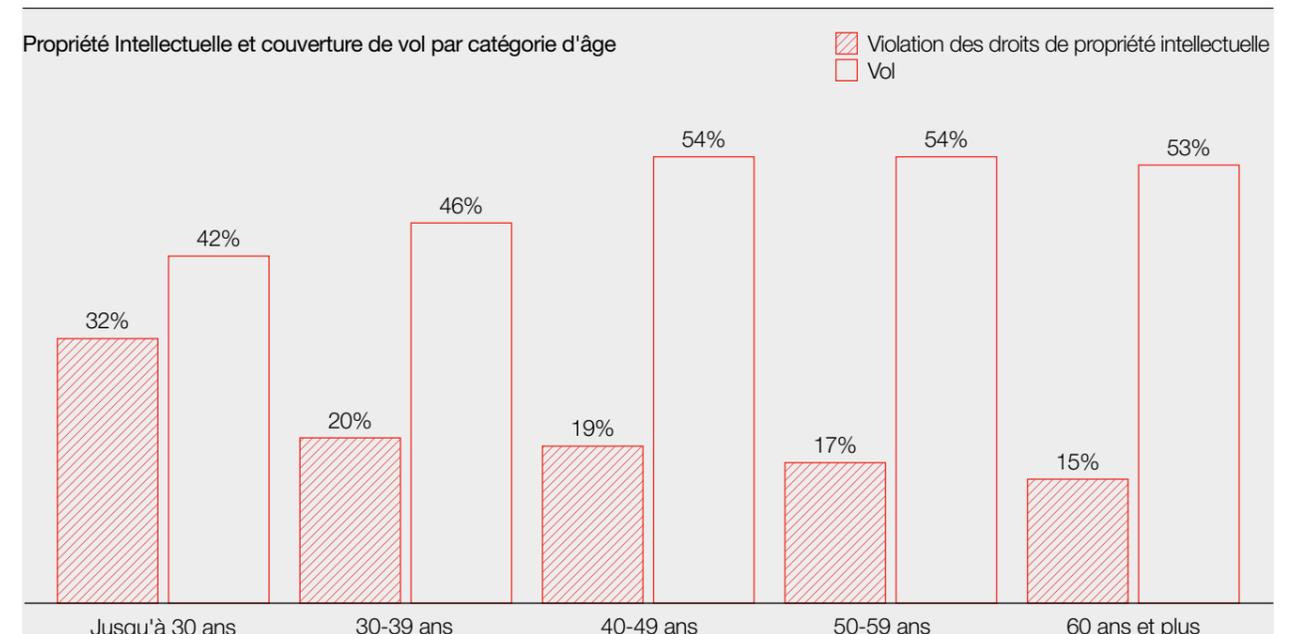
- **Dommages aux biens** : A l'exception des Pays-Bas (où seulement 45% des personnes interrogées ont affirmé être couvertes), la moitié au moins des sondés déclarent avoir souscrit une police dommage accidentel.
- **Vol** : Près de deux tiers des entreprises françaises (65%) ont déclaré être couvertes. Les entreprises espagnoles et britanniques occupent également le haut de ce classement (avec respectivement 63% et 51%).
- **Négligence/Faute professionnelle** : Pratiquement la moitié (47%) des petites entreprises britanniques et allemandes sont couvertes, contre seulement 29% aux Pays-Bas.
- **Manquement à l'obligation contractuelle** : A nouveau, les propriétaires et dirigeants de petites entreprises britanniques et allemandes enregistrent un score élevé (respectivement 45% et 42%), mais plus de la moitié des sondés français et néerlandais (respectivement 66% et 57%) affirment ne pas être couverts.
- **Violation des droits de PI** : Le taux de souscription d'une telle couverture est très faible ; environ une entreprise sur cinq seulement au Royaume-Uni, en Allemagne, en Espagne et aux Etats-Unis. Plus de 60% des entreprises allemandes, françaises et néerlandaises affirment ne pas s'être assurées contre ce risque. Environ un quart des personnes interrogées (23%) déclarent ignorer si elles sont couvertes ou non.

Les plus petites sociétés sont les plus exposées

Dans l'ensemble, les niveaux de couverture de ces cinq grands risques augmentent en fonction de la taille de la société. 26% seulement des entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 100.000 £ ont affirmé être couvertes contre le risque lié à un manquement à l'obligation contractuelle de diligence. En revanche, plus de la moitié des entreprises dont le chiffre d'affaires est compris entre 5 et 10 millions £ sont couvertes (53%). Une disparité similaire est observée pour tous les autres principaux sinistres. Parmi les plus grandes sociétés de notre échantillon (c'est-à-dire les entreprises dont le chiffre d'affaires excède 10 millions £), les niveaux de couverture tendent toutefois à diminuer.

L'âge joue également un rôle sur le niveau de couverture pour quatre des cinq principales catégories de sinistres, et les sondés plus âgés sont généralement mieux couverts. La seule exception est la violation des droits de propriété intellectuelle, un risque auquel les personnes interrogées de moins de 30 ans semblent être nettement plus attentives. Pratiquement une personne sur trois (32%) dispose d'une couverture contre ce risque, contre moins d'une sur six pour les personnes de plus de 60 ans (15%).

Seules 26% des entreprises au Chiffres d'affaire inférieur à 100,000£ disent être couvertes pour manquement à obligation contractuelle.



Des niveaux élevés d'exposition aux risques...

Nous avons également énuméré 11 types de couvertures assurantielles fréquentes et avons demandé aux personnes interrogées de choisir celles qu'elles avaient souscrites. Les résultats révèlent que les petites entreprises prennent des risques inutiles.

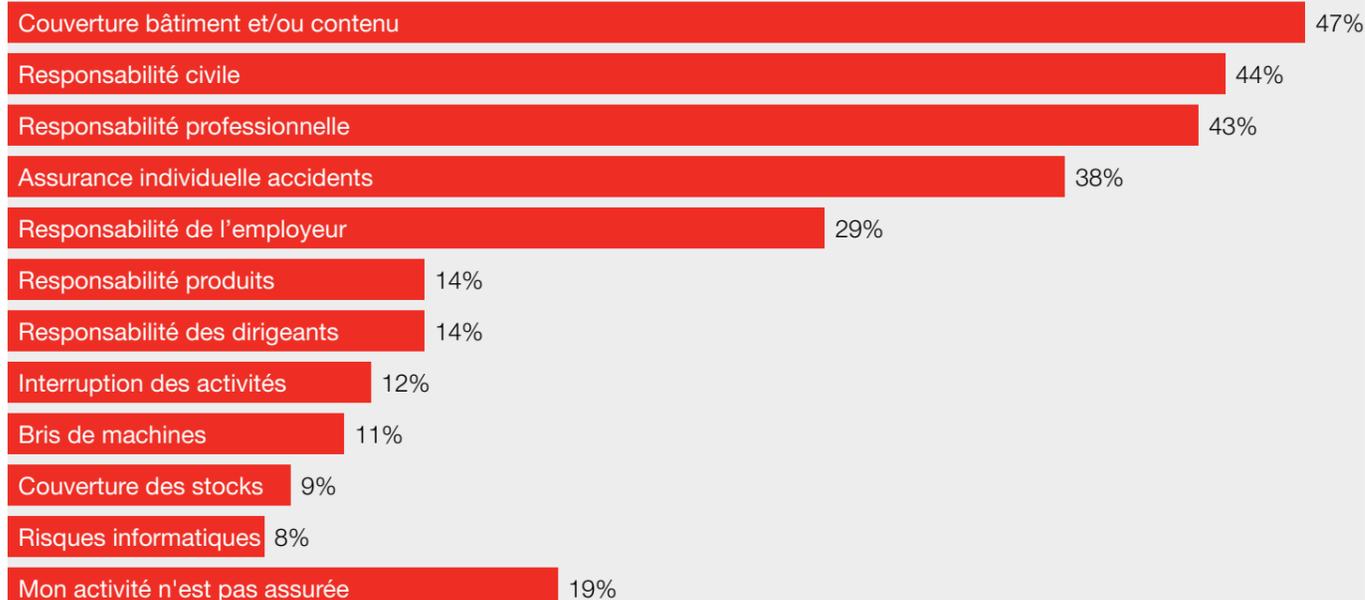
La couverture bâtiment et/ou contenu est la forme la plus courante d'assurance, même si, pour cette catégorie, moins de la moitié des personnes interrogées sont couvertes (47%). Un pourcentage légèrement inférieur dispose d'une couverture responsabilité civile et responsabilité professionnelle (44% et 43% respectivement). Le taux de couverture chute brutalement pour ce qui est de l'assurance individuelle accidents (38%) et responsabilité de l'employeur (29%).

Plus inquiétant, un propriétaire/dirigeant sur cinq (19%) affirme n'avoir souscrit aucune assurance.

1 propriétaire/dirigeant sur 5 (soit 19%) dit n'avoir aucune assurance.

Aussi étonnant que cela puisse paraître, 29% des entreprises américaines se trouvent dans ce cas de figure. Les secteurs les plus négligents sont l'informatique/les médias et le marketing/la communication (29% et 27% respectivement affirmant n'avoir aucune couverture d'assurance). D'une manière assez prévisible, ce sont principalement les plus petites entreprises qui tendent à être non assurées (28%), un tiers des entreprises unipersonnelles ne disposant d'aucun type de couverture.

Types de couverture d'assurance



...dans un contexte de confusion

Nous avons observé, ces dernières années, une tendance à la baisse du nombre de propriétaires/dirigeants de petites entreprises affirmant appréhender pleinement les types de couverture disponibles et capables d'identifier les risques contre lesquels ils estiment nécessaire de s'assurer. Cette tendance se poursuit : à peine un quart (26%) des personnes interrogées cette année affirment comprendre les risques qu'elles peuvent assurer, même si ce chiffre est supérieur au Royaume-Uni, en Allemagne et en Espagne (31%, 31% et 29% respectivement). Une personne interrogée sur 12 (8%) se reconnaît dans l'affirmation « Je ne comprends pas quelles sont les assurances qui existent et les risques que je peux assurer » et 5% affirment ne pas comprendre leur police. Seuls 14% ne souscrivent que la couverture essentielle pour les biens immobiliers et le transport ou ne souscrivent que les couvertures imposées par la loi.

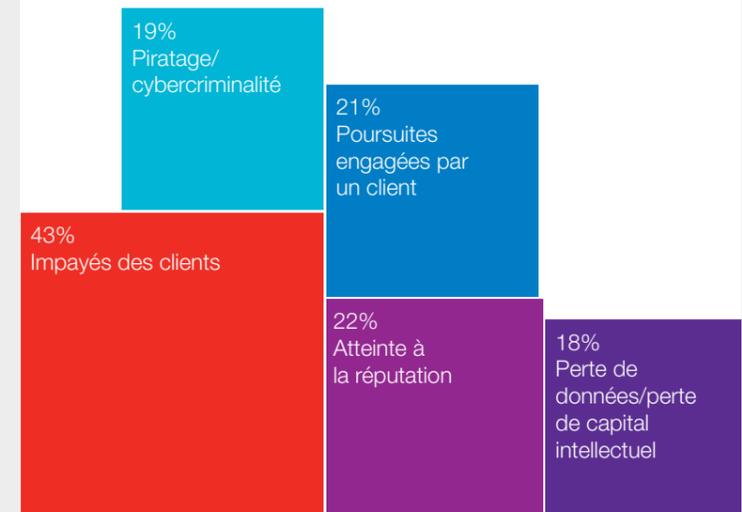
“je ne comprends pas quelles assurances sont mises à ma disposition et les risques que je peux couvrir”

Un nombre étonnamment réduit de sondés (14% au total) bénéficient de conseils en matière de gestion des risques de la part d'un assureur, d'un courtier ou d'une autre source. Ce pourcentage est nettement supérieur en Espagne, à 27%.

Le défaut de paiement par les clients est le principal risque non assuré

A l'instar des années précédentes, nous avons énuméré une douzaine de risques essentiels et avons demandé aux personnes interrogées de préciser ceux qu'elles considéraient comme des risques majeurs pour leur activité, mais contre lesquels elles n'étaient pas assurées. Le risque le plus souvent cité est le risque de ne pas être payé par les clients ; il est mentionné par 43% des sondés globalement et par 46% des entreprises unipersonnelles. Viennent ensuite, en deuxième et troisième position, les atteintes à la réputation et la menace de poursuites engagées par un client, avec 22% et 21% des sondés respectivement.

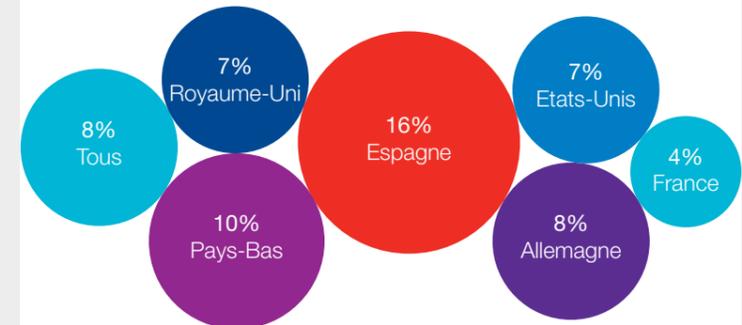
Top cinq des risques non assurés



Prise de conscience croissante de la cybercriminalité

Le piratage ou la cybercriminalité est cité par environ une personne sur cinq (19%) et se classe en quatrième position des risques non assurés les plus fréquemment cités. Ce constat confirme la tendance observée ces dernières années : les sondés sont de plus en plus nombreux à se préoccuper du risque de cybercriminalité. En dépit de cette tendance, seule une personne interrogée sur 12 (8%) a affirmé disposer d'une certaine forme de couverture contre les risques informatiques, ce taux étant nettement supérieur en Espagne, où 16% des sondés disposent d'une couverture, et parmi les entreprises de services financiers, dont 15% sont couvertes.

Couverture contre risques de cybercriminalité par pays



Seulement 1 interviewés sur 12 déclare disposer d'une certaine forme de couverture contre les risques de cybercriminalité.

Le Global Risk Report 2015 du Forum économique mondial a fait de la cybercriminalité l'un des principaux risques pour les entreprises, au même titre que les risques géopolitiques, le changement climatique et les turbulences économiques. Les niveaux de prise de conscience sont clairement en augmentation, mais ils restent faibles pour les plus petites sociétés. Alors qu'une entreprise sur cinq parmi celles générant un chiffre d'affaires compris entre 5 et 10 millions £ dispose d'une couverture contre la cybercriminalité, ce pourcentage tombe à 10% à peine pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est de maximum 100.000 £.

Profils des pays

Un aperçu de chacun des six pays participant à l'enquête.



Profil du pays : Royaume-Uni



Retour de la confiance

La reprise de l'activité que nous avons mentionnée dans cette enquête il y a un an s'est accélérée au cours de l'année écoulée et les niveaux de confiance ont fortement progressé. Plus de 60% des sociétés interrogées ont enregistré une hausse de leurs revenus et de leurs bénéfices (64% et 62% respectivement) et 22% prévoient d'embaucher du personnel.

2 sondés sur 5 disent qu'ils se sentent personnellement mieux que l'an dernier.

Les propriétaires et dirigeants de petites entreprises britanniques sont devenus progressivement plus optimistes ces deux dernières années ; près des deux tiers (64%) disent qu'ils se sentent désormais optimistes pour l'année à venir. Deux sur cinq affirment se sentir mieux qu'il y a un an sur le plan personnel. Les Etats-Unis sont le seul pays à devancer la Grande-Bretagne en ce qui concerne le sentiment de bien-être.

Ces résultats coïncident avec les enquêtes menées récemment par la Fédération des petites entreprises du Royaume-Uni et le Centre de recherche sur les entreprises de Birmingham. Ce dernier a en effet établi que le taux de croissance des petites entreprises britanniques renouait avec des niveaux pré-récession.

Les plus petites entreprises se sentent néanmoins encore fragiles

Une société interrogée sur quatre (25%) révèle que la difficulté à attirer de nouveaux clients constituait leur plus grande inquiétude pour l'année à venir et la proportion est nettement plus élevée (29%) parmi les entreprises affichant un chiffre d'affaires inférieur ou égal à 100.000 £. Ce sont d'ailleurs les entreprises les plus petites qui se montrent les moins optimistes.

La plus grande peur pour l'année à venir : « Je ne serai pas en mesure d'attirer de nouveaux clients »



Plus d'1 répondant sur 10 (11%) s'est tourné vers le crowd sourcing et les plates-formes de prêts.

Le financement demeure problématique

Une société interrogée sur six (13%) affirme que le financement bancaire est devenu plus difficile d'accès l'an dernier. C'est plus du double (6%) des sociétés qui affirment que l'accès est devenu plus facile. Les plus jeunes entrepreneurs (jusqu'à 30 ans) se sont tournés vers d'autres sources de crédit, 24% effectuant des emprunts auprès de la famille et des amis et 22% se servant de leur carte de crédit. Plus d'une entreprise sur dix (11%) a fait appel au crowd-sourcing et au prêt entre particuliers, contre seulement 2% pour l'ensemble des sociétés interrogées, toutes tranches d'âge confondues.

La politique gouvernementale est considérée comme favorable

Les sociétés britanniques participant à l'enquête se distinguent par leur degré de satisfaction bien plus élevé que les autres nationalités envers leur politique gouvernementale. Près de 45% des sociétés interrogées considèrent que le gouvernement soutient globalement les entrepreneurs, contre une moyenne de 30% pour les six pays.

Paradoxe des réseaux sociaux

Dans l'ensemble, les sociétés britanniques interrogées sont les moins enclines à se servir des réseaux sociaux dans le cadre de leurs activités. 46% affirment n'être engagées dans aucune activité en lien avec les réseaux sociaux. Cependant, les jeunes entrepreneurs figurent parmi les plus fervents utilisateurs, sept sur dix (69%) utilisent Twitter et quatre sur cinq (80%) utilisent Facebook.

Projet de cessation de l'activité

Deux entrepreneurs sur cinq interrogés au Royaume-Uni (40%) prévoient de cesser leur activité dans les cinq prochaines années. Près de la moitié d'entre eux (49%) affirment vouloir prendre leur retraite et anticipent une fermeture de l'entreprise.

N'assument pas leur statut d'entrepreneurs

Les propriétaires et dirigeants de petites entreprises britanniques sont moins enclins à revendiquer leur statut d'entrepreneur que leurs homologues des cinq autres pays.

Un quart des entreprises exportent

Les petites entreprises britanniques sont plus susceptibles d'exporter, une sur quatre exporte (25%) contre 20% en moyenne pour l'ensemble des pays.



Les intentions d'embauche pour l'année à venir par région



Moins d'heures de travail

Les entrepreneurs britanniques sont ceux qui effectuent le moins d'heures de travail, soit 38 heures par semaine.



Profil du pays : Etats-Unis



Surfant sur la vague

Aux Etats-Unis, les petites entreprises participent désormais pleinement à une reprise économique qui a débuté il y a six ans maintenant. Les sociétés américaines interrogées caracolent en tête en termes de progression du chiffre d'affaires, des bénéfices et des clients l'année dernière ; 72% d'entre elles (un chiffre exceptionnel) ont enregistré une hausse de leurs ventes durant cette période. Plus d'un quart (26%) ont augmenté leurs niveaux d'embauche. Environ 45% des entrepreneurs interrogés disent se sentir mieux qu'il y a un an, contre une moyenne de 36% pour les six pays.

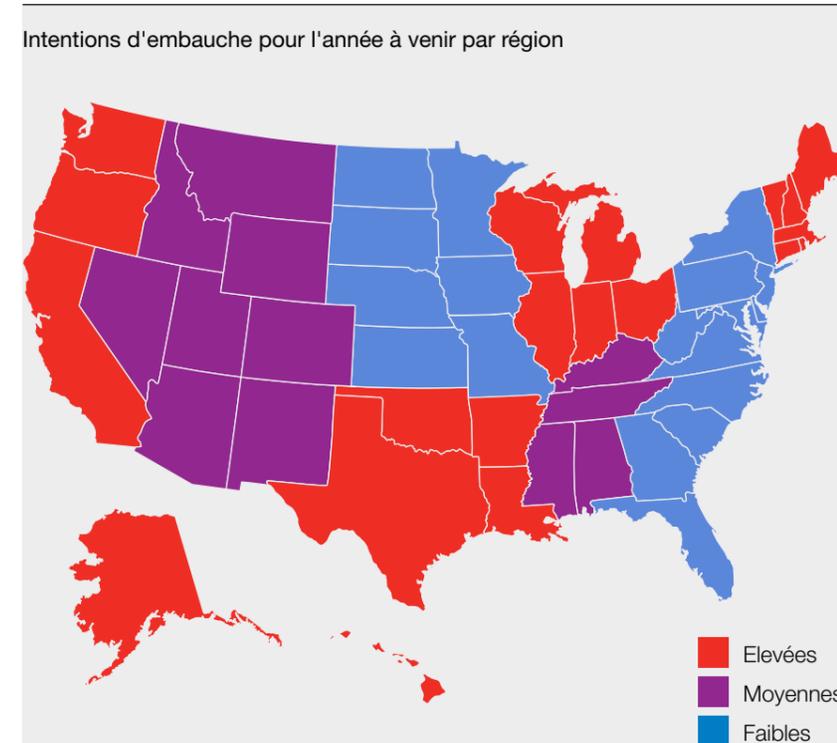
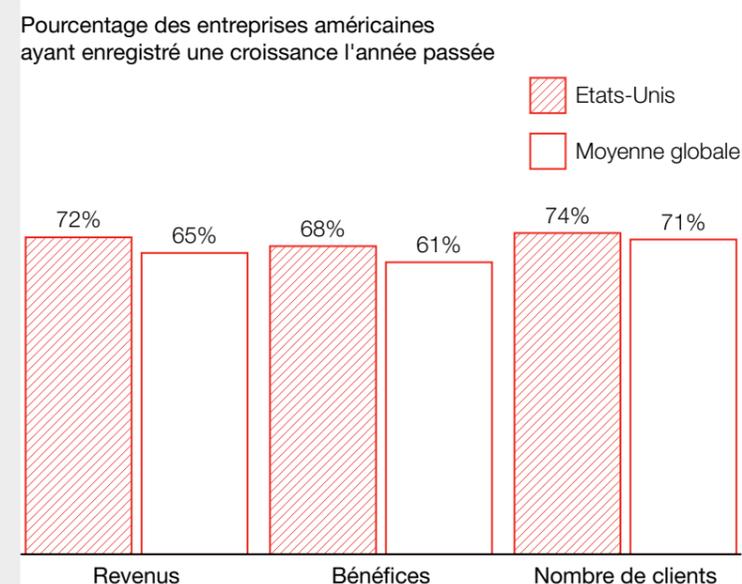
En tête de liste sur le plan de la croissance

Bien que l'on s'interroge sur le rythme de la croissance américaine après la publication des chiffres du Département du Commerce, qui indiquent une croissance du PIB pour le deuxième trimestre inférieure aux prévisions, à 2,3% en rythme annualisé, trois entreprises sur cinq (60%) affirment que leur carnet de commandes continue de croître et 69% sont optimistes pour l'année à venir. Près d'un quart des entreprises (23%) se disent prêtes à augmenter leurs investissements au cours des 12 prochains mois. Seules les entreprises espagnoles ont cette même volonté d'investir.

Des entreprises dépendantes du marché intérieur

Les petites entreprises américaines sont beaucoup moins enclines à exporter. Seule une sur huit (13%) vend à l'étranger contre 20% en moyenne.

Les américains dominent les résultats de l'enquête pour la croissance de chiffre d'affaires, les bénéfices et les clients l'année passée.



Les américains sont les plus susceptibles de citer le travail dur comme l'un des attributs clés de la gestion d'une petite entreprise et ils semblent mettre cette affirmation en pratique.

Le coût de la dette est néanmoins problématique

Les propriétaires et dirigeants de petites entreprises américaines sont moins préoccupés par un éventuel défaut de paiement de leurs clients (seuls 11% affirment que c'est un problème pour l'année à venir, contre 17% en moyenne). Ils sont également moins préoccupés par la disponibilité du crédit que dans la plupart des autres pays.

Une disparité peu commune entre les sexes

Les femmes sont plus nombreuses que les hommes dans notre échantillon d'entreprises américaines (53% contre 47%). Ceci contraste avec le tableau global, les femmes ne représentant que 38% de l'ensemble des personnes interrogées.

Une attitude différente vis-à-vis de l'entrepreneuriat

Les entrepreneurs américains sont plus nombreux à avoir été influencés par un modèle pour démarrer leur entreprise, soit 41% par rapport à 31% en moyenne. Ils sont plus susceptibles de croire qu'une formation universitaire est utile pour diriger une entreprise (70% contre 59% en moyenne) et près de la moitié (46%) ont suivi une formation commerciale officielle, contre 35% globalement. Les propriétaires et dirigeants de petites entreprises américaines sont aussi plus enclins à citer « la possibilité de gagner plus d'argent » comme le premier avantage de la création d'entreprise.

Le financement par carte de crédit

Une entreprise américaine sur cinq (21%) a utilisé sa carte de crédit pour financer son activité sur l'année écoulée, contre une moyenne de 15%. 11% des entrepreneurs interrogés aux Etats-Unis envisagent de le faire dans l'année à venir.

Travailler dur

Les entrepreneurs américains interrogés sont plus susceptibles de citer la capacité à travailler dur comme l'un des attributs clés de la gestion d'une petite entreprise et semblent mettre cette conviction en pratique. Ils prennent à peine la moitié du nombre de jours de congé moyen chaque année, soit un peu plus de dix jours par rapport à 20 jours en moyenne. Un entrepreneur sur cinq ne prend pas de vacances du tout. Cette situation est néanmoins compensée par une semaine de travail écourtée de trois heures en moyenne par rapport à l'ensemble de l'échantillon (39 heures contre 42). Les sondés américains ne sont plus les premiers à dire qu'ils ont manqué une occasion sociale importante l'an dernier.

Profil du pays : France



Statu quo

Le secteur des petites entreprises françaises affiche des signes timides de rebond, mais la confiance reste faible. Le fait le plus révélateur est sans doute que les niveaux d'optimisme demeurent inchangés depuis maintenant trois ans. Seules 43% des entreprises françaises interrogées se disent optimistes pour l'avenir, un chiffre bien inférieur à la moyenne de 62% enregistrée dans les six pays. Seul signe encourageant : le nombre de sociétés affirmant ne pas être optimiste du tout a fortement chuté.

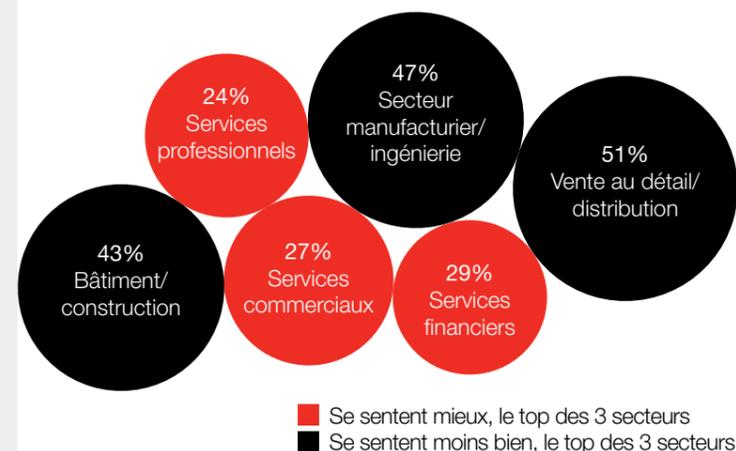
La proportion des entreprises françaises interrogées qui ont enregistré une hausse des revenus et du bénéfice (à 54% et 51% respectivement) a légèrement augmenté. On note également une forte hausse du nombre des entrepreneurs dont la clientèle a augmenté (68%, contre 55% l'année précédente). Les carnets de commandes ont progressé pour 56% des sondés. Cela peut être perçu comme un signe d'amélioration à venir, qui coïncide avec le message véhiculé par les récentes enquêtes de l'INSEE, l'Institut national de la statistique et des études économiques, et par les prévisions de l'OCDE notamment.

Cependant, 17% des sociétés françaises interrogées affirment craindre de ne pas disposer des ressources financières nécessaires pour poursuivre leur activité. Plus d'un quart (26%) soutiennent que le financement bancaire est devenu plus difficile d'accès que l'année dernière.

Des finances serrées

Les propriétaires de petites entreprises françaises ressentent les effets de la stagnation sur leur propre situation financière. Près de deux sociétés interrogées sur cinq (39%) affirment que leur situation personnelle s'est dégradée par rapport à l'an dernier. Soit deux fois plus que le nombre de sociétés qui affirment se sentir mieux (19%). La France est le seul pays où ce facteur de mal-être l'emporte. Il existe un fossé important entre le secteur des services et les secteurs manufacturier ou de la construction.

Pourcentage de propriétaires d'entreprises françaises qui se sentent mieux ou pire qu'il y a un an, par secteur



Seuls 43% des Français interrogés se disent optimistes quant à leurs perspectives.

Entrepreneurs par hasard

« J'ai lancé mon entreprise car je ne trouvais pas un emploi approprié »



Un environnement hostile

Pour 86% des sociétés françaises interrogées, les principaux problèmes sont les lourdeurs fiscales, la bureaucratie excessive et la rigidité des lois du travail. Plus des trois quarts conviennent que « notre culture ne nous incite pas à prendre des risques » (76%) et que le système éducatif français « n'encourage pas les idées et les rêves individuels » (77%). La baisse de l'impôt direct arrive en tête de liste des souhaits des entreprises françaises (en particulier dans le secteur des services financiers), suivie par l'assouplissement des réglementations en matière d'emploi. Deux tiers des sociétés sondées (67%) estiment que leur gouvernement ne favorise pas les entrepreneurs.

Le système d'éducation «ne favorise pas les initiatives et les rêves individuels»

De longues heures de travail

Les propriétaires et dirigeants d'entreprises françaises sont ceux qui affichent le plus grand nombre d'heures de travail (47 heures par semaine) au même titre que les Espagnols. Sur ces 47 heures de travail, plus de cinq heures sont consacrées à la gestion administrative.

De longues vacances

Les sociétés françaises interrogées prennent en moyenne 24 jours de vacances par an. Seuls les Néerlandais s'accordent plus de temps libre.

Des paiements tardifs

Les petites entreprises françaises sont plus nombreuses que les autres nationalités à dire qu'elles pâtissent de retards de paiement, mais elles sont aussi plus nombreuses à admettre qu'elles paient leurs propres clients avec du retard.

Le facteur « stress »

L'avantage numéro un de la gestion d'une petite entreprise est « la diminution du stress », suivie de près par une plus grande flexibilité dans les heures de travail. Pour autant, l'indépendance et la capacité à travailler dur sont considérées comme les deux conditions les plus importantes au succès d'un entrepreneur.

Entrepreneurs par hasard

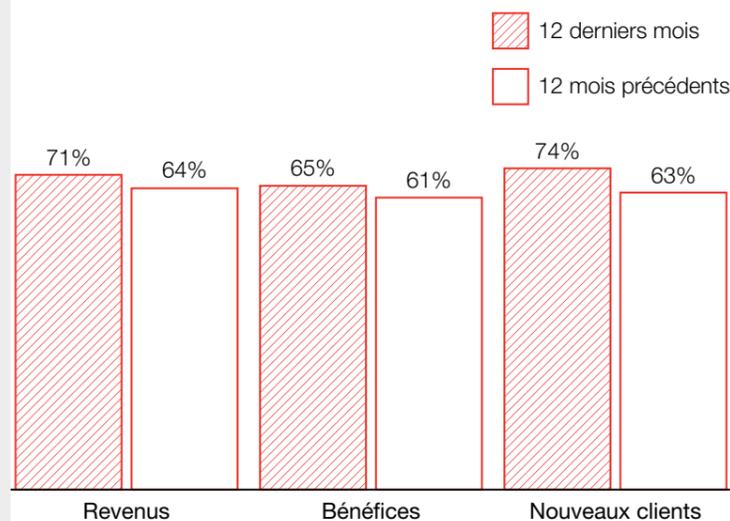
Un taux important de 37% des propriétaires de petites entreprises françaises rapportent avoir lancé leur propre entreprise parce qu'ils « ne trouvaient pas d'emploi approprié ». Ils sont moins nombreux à être issus d'une formation commerciale, soit 25% d'entre eux par rapport à une moyenne de 35%.

Profil du pays : **Allemagne**



Les petites entreprises Allemandes, exportent plus largement, pour atteindre une moyenne de 9,5 pays.

Proportion enregistrant une croissance :



Passage à la vitesse supérieure

La croissance des petites entreprises allemandes s'accélère. La proportion de sociétés à avoir enregistré une croissance des revenus et du bénéfice a augmenté de 7% et 4% par rapport à l'année dernière lorsque la croissance allemande devançait déjà la plupart des pays d'Europe (voir le tableau). Seuls les Etats-Unis (et l'Espagne en matière de croissance de la clientèle) rivalisent avec l'Allemagne.

La croissance allemande devance déjà la plupart du reste de l'Europe.

Les fabricants sont les plus optimistes

L'industrie du bâtiment et de la construction caracole en tête pour ce qui est de la croissance des revenus, des bénéfices et du carnet de commandes (environ neuf entreprises sur dix font état d'une hausse dans chacun des cas). Les services financiers et les services professionnels se situent non loin derrière. Les fabricants et les ingénieurs sont les plus confiants dans leurs perspectives, 82% affirment être optimistes pour l'année à venir.

Restriction des dépenses et de l'embauche

En Allemagne, même si les propriétaires de petites entreprises sont les moins inquiets quant à savoir s'ils disposeront des ressources nécessaires pour poursuivre leur activité, ils conservent une gestion rigoureuse des dépenses d'investissement et de personnel. Une société sur cinq a réduit ses dépenses l'an dernier, la plus grande proportion parmi les six pays, et une sur huit (13%) prévoit de réduire ses dépenses dans l'année à venir.

Un répondant sur cinq a réduit ses dépenses l'an dernier, c'est la plus forte proportion des six pays.

Moins d'une entreprise sur cinq prévoit d'embaucher dans l'année à venir, et recherche essentiellement des juniors, des apprentis et des stagiaires. Les trois plus grands domaines de croissance de l'emploi devraient être les loisirs et la restauration, le bâtiment et la construction, et le secteur manufacturier ainsi que l'ingénierie.

Le financement bancaire reste difficile d'accès

Les sociétés allemandes interrogées qui affirment que le financement bancaire est devenu plus difficile d'accès sont plus nombreuses que celles qui affirment qu'il est devenu plus facile selon une proportion de quatre pour une (21% contre 5%). Près d'un entrepreneur sur dix (9%) envisage de réhypothéquer sa maison pour lever des fonds, la plus grande proportion parmi les six pays.

De vastes exportations

Bien que la proportion d'entreprises qui exportent ressorte en ligne avec la moyenne de 21%, les petites entreprises allemandes exportent bien plus largement, avec une moyenne de 9,5 pays.

De longues heures de travail

Les propriétaires et dirigeants de petites entreprises allemandes considèrent la capacité à travailler dur comme l'attribut majeur d'un entrepreneur (suivie de l'indépendance et de la détermination). Les sociétés participant à l'enquête ont travaillé en moyenne 45,5 heures par semaine durant l'année écoulée par rapport à une moyenne de 42 heures. Près de la moitié (47%) ont travaillé plus de 50 heures. Elles prennent néanmoins des vacances un peu plus longues, soit 21,6 jours par rapport à une moyenne de 20 jours.

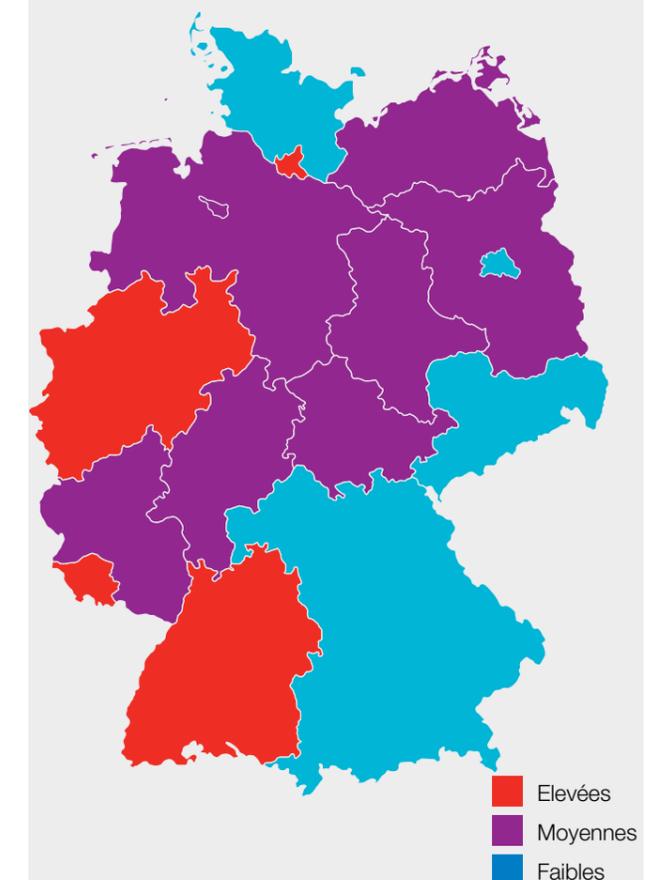
Flexibilité, autonomie

Interrogées sur ce qu'elles considèrent comme étant les principaux avantages qu'il y a à travailler dans une petite entreprise par rapport à une multinationale, les sociétés allemandes citent la flexibilité de pouvoir travailler à domicile et avant tout la satisfaction d'être en mesure d'influencer l'orientation de l'entreprise.

Ich bin ein Unternehmer

Plus que toute autre nationalité dans notre sondage, les Allemands assument pleinement leur statut d'entrepreneur. 71% se considèrent comme des entrepreneurs, contre 57% globalement. Paradoxalement, seuls 42% affirment avoir toujours eu l'idée de lancer leur propre entreprise. Il s'agit de la plus faible proportion au sein des six pays.

Les intentions d'embauche pour l'année à venir par région



Agacés par Bruxelles

Les Allemands et les Français se démarquent de leurs homologues européens en se disant préoccupés par les règlements de l'UE. Plus de deux entreprises sur cinq (43%) affirment que les règles adoptées à Bruxelles ont un impact sur leurs activités.

Ils sont nombreux à planifier leur retraite

Un tiers (33%) des propriétaires et dirigeants de petites entreprises allemandes envisagent de cesser leur activité dans les cinq ans. Parmi ceux qui envisagent d'arrêter leur activité, près de la moitié (49%) prendront leur retraite, permettant ainsi la fermeture de leur entreprise.

Méfiant vis-à-vis des réseaux sociaux

Alors qu'un grand nombre de propriétaires et de dirigeants de petites entreprises allemandes utilisent eBay et Amazon, la plupart affichent leur réticence face aux réseaux sociaux. Un tiers des entreprises (32%) se reposent sur la communication par téléphone ou le contact direct et 18% craignent de ne pas pouvoir être en mesure de contrôler les réseaux sociaux (contre 12% des entreprises dans les six pays).

Profil du pays : Espagne



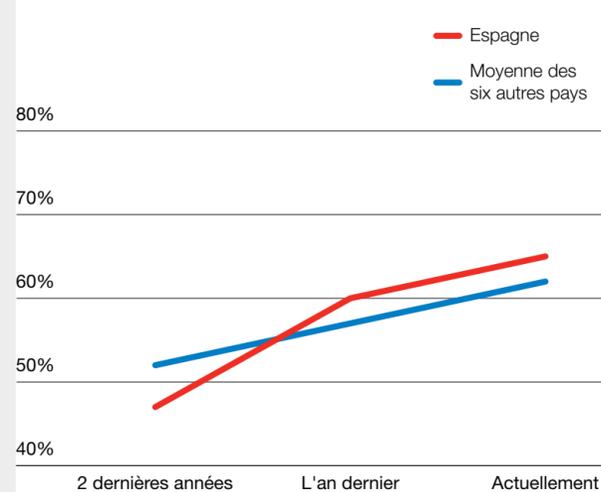
L'enfant prodigue

Le remarquable redressement de l'économie espagnole observé cette année, marqué par un taux de croissance record en plus de huit ans au premier semestre, se reflète dans l'enthousiasme qui ressort des réponses apportées par les sociétés espagnoles interrogées. La croissance du chiffre d'affaires et la progression du bénéfice sont en hausse de 10 points de pourcentage par rapport à l'année passée (62% et 58% respectivement). Les petites entreprises espagnoles semblent être plus nombreuses à avoir enregistré une hausse de leur carnet de commandes l'année dernière. Les trois quarts des entreprises (74%) font état d'une croissance du nombre de clients, soit une hausse par rapport aux 57% enregistrés l'année passée.

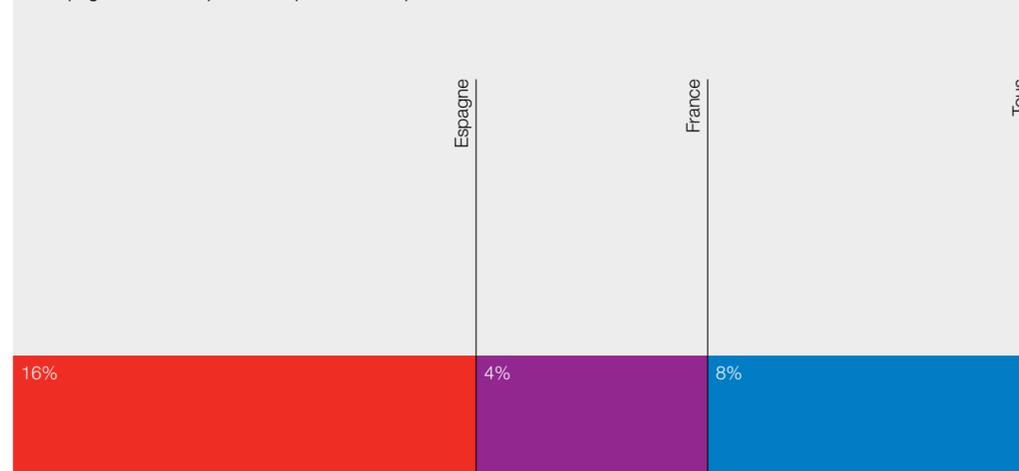
Les chiffres faisant état d'une croissance du chiffre d'affaires et du bénéfice sont plus élevés de 10% par rapport à l'an dernier..

Les entreprises espagnoles interrogées sont probablement celles qui ont le plus embauché de personnel dans l'année écoulée et les plus susceptibles de le faire à nouveau dans l'année à venir. Avec les sociétés américaines, ce sont elles qui sont les plus susceptibles d'investir davantage dans l'année à venir. Elles qui étaient moins optimistes que la moyenne il y a deux ans sont aujourd'hui plus optimistes que la moyenne.

Optimisme croissant en Espagne



Les Espagnols sont les plus susceptibles de disposer d'une assurance



La trésorerie demeure une préoccupation

Malgré l'amélioration des conditions économiques, 18% des sociétés espagnoles interrogées affirment avoir peur de ne pas disposer des ressources nécessaires pour poursuivre leur activité dans l'année à venir, contre un chiffre de 11% en moyenne. Les retards de paiement des clients restent un problème pour près de la moitié des sondés (47%). Un quart (25%) ont cherché un financement auprès d'une banque l'année dernière (contre 16% de l'ensemble des sociétés interrogées), plus d'un cinquième (21%) ont utilisé leur carte de crédit, et 14% ont cherché à se financer auprès de leur famille ou de leurs amis.

Les heures de travail les plus longues

Les propriétaires de petites entreprises espagnoles ont travaillé une heure et demie de plus par semaine l'année dernière. Avec les sociétés françaises, ce sont elles qui affichent désormais les plus longues heures de travail, soit 47 heures par rapport à une moyenne de 42 heures pour l'ensemble des six pays. Elles sont aussi les plus enclines à citer la flexibilité des heures de travail comme le principal avantage à diriger une petite entreprise.

Mais une pause-déjeuner toujours décente

Plus de la moitié des petites entreprises espagnoles interrogées (52%) affirment prendre une bonne pause-déjeuner, de plus de 30 minutes.

Connectées aux réseaux sociaux

Les propriétaires et dirigeants de petites entreprises espagnoles sont généralement plus nombreux à utiliser les réseaux sociaux que leurs homologues d'autres pays (73% par rapport à une moyenne de 61%), bien que près d'un quart (24%) disent redouter son utilisation sur le plan commercial.

Principales bêtes noires

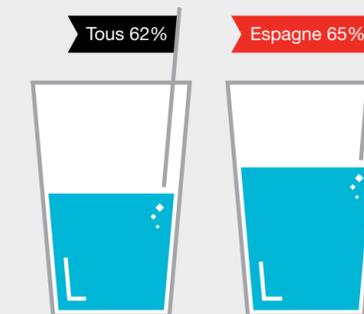
Les entrepreneurs espagnols ont davantage tendance à se plaindre de leur système fiscal et de la bureaucratie. Deux entrepreneurs sur cinq (41%) affirment que la politique de leur gouvernement ne les soutient pas. La baisse des impôts directs figure en tête de liste de leurs souhaits.

Manque d'esprit d'entreprise

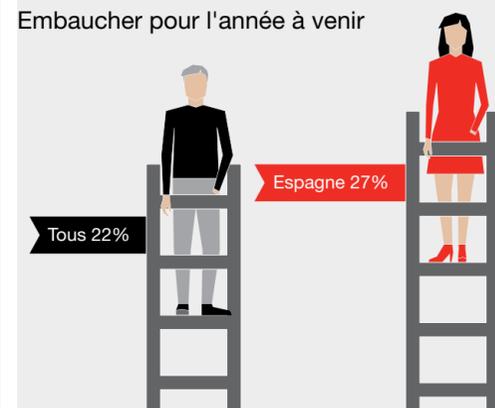
Les propriétaires et dirigeants de petites entreprises espagnoles ont été de loin les innovateurs les plus actifs l'année dernière (61% contre 41% globalement), mais ils se perçoivent eux-mêmes comme la nation la moins entrepreneuriale (point sur lequel les autres pays s'entendent). Paradoxalement, les entrepreneurs espagnols sont les plus enclins à dire qu'ils ont toujours pensé qu'ils lanceraient leur propre entreprise un jour (57% par rapport à une moyenne de 48%).

Un revirement spectaculaire

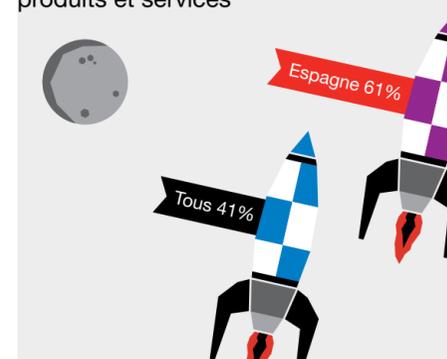
Optimisme



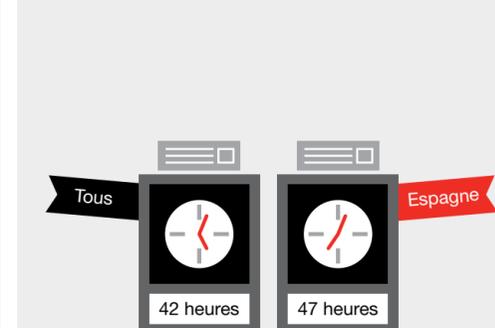
Embaucher pour l'année à venir



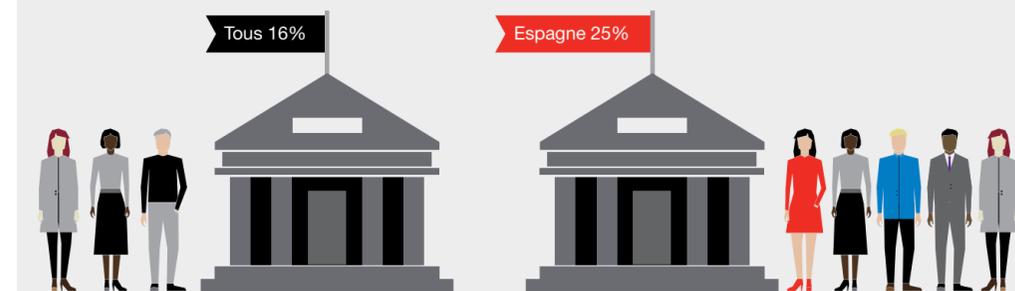
L'innovation avec de nouveaux produits et services



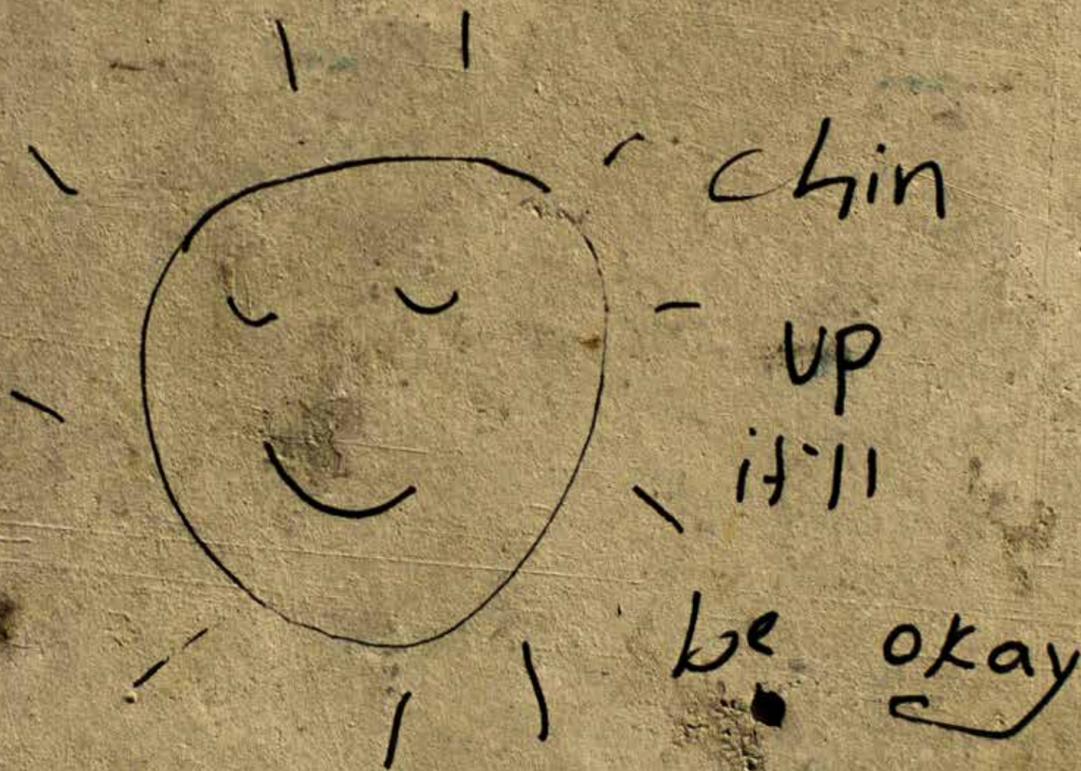
Travailler plus d'heures



Faire en sorte de faire un emprunt à la banque



Le niveau d'optimisme en Espagne et aux Pays-Bas se situe juste derrière les Etats-Unis.



Profil du pays : Pays-Bas



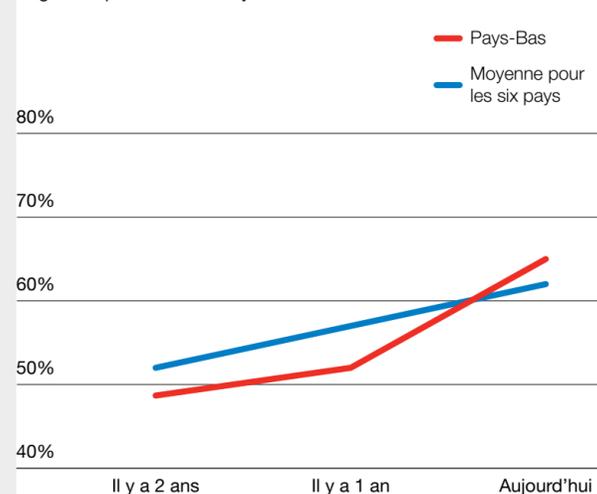
La reprise porte les petites entreprises

La reprise de l'économie néerlandaise, qui s'est accélérée en 2014, a donné un coup de fouet salutaire au secteur des petites entreprises. Les niveaux d'optimisme ont bondi en deux ans (voir le tableau), avec en tête le secteur du bâtiment et de la construction. La proportion de propriétaires et de dirigeants qui se disent optimistes pour l'année à venir a presque doublé au cours de la période, s'établissant à 74%.

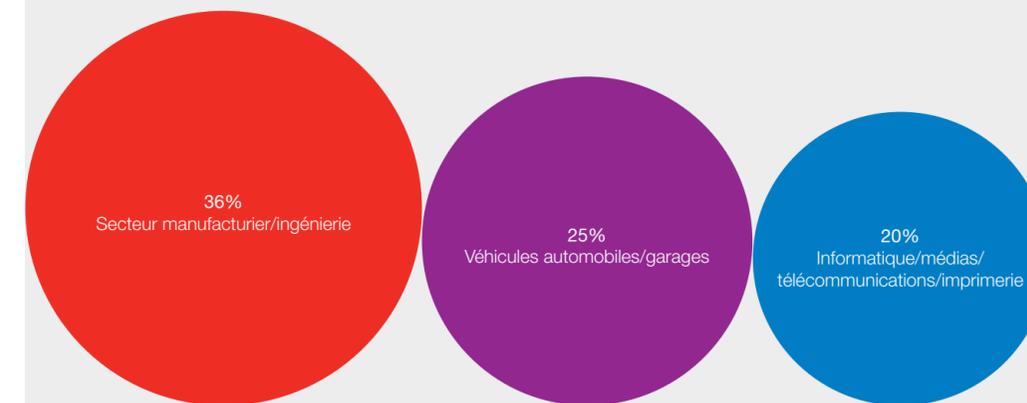
Un interviewé sur quatre cite encore les difficultés à attirer de nouveaux clients comme une préoccupation.

La croissance du chiffre d'affaires et des bénéfices au sein des petites entreprises demeure inférieure à la moyenne, à 60% et 57% respectivement (contre 65% et 61% pour l'ensemble des six pays), mais ces chiffres sont supérieurs de dix points de pourcentage à ceux de l'année dernière. Les carnets de commandes s'inscrivent en hausse dans la majorité des entreprises (57%), même si un sondé sur quatre continue de mentionner la difficulté à attirer de nouveaux clients comme source de préoccupation. Avec les entreprises américaines et espagnoles, les entreprises néerlandaises sont celles qui ont eu le plus tendance à augmenter l'investissement l'année dernière.

Regain d'optimisme aux Pays-Bas



Les nouveaux emplois se concentrent dans trois secteurs principaux : Prévoyant d'embaucher dans l'année à venir



Un financement difficile

Les néerlandais sont les plus négatifs vis-à-vis de la disponibilité du crédit bancaire. Il existe un fossé marqué entre les 34% qui affirment que le financement bancaire est devenu plus difficile d'accès et les 2% qui disent qu'il est devenu plus facile.

Étonnamment, seulement 15% des sondés disent que leur société est engagée sur la voie de l'exportation.

Paiements tardifs

43% (pourcentage supérieur à la moyenne) des entreprises néerlandaises disent pâtir de retards de paiement plus importants de la part de leurs clients. Dans le secteur du bâtiment et de la construction, ce chiffre se atteint même 71%.

Entreprises qui exportent le moins

Etonnamment, seuls 15% des entrepreneurs interrogés disent que leur société exporte. Il s'agit de la plus faible proportion parmi les cinq pays européens de notre enquête.

Aucune frénésie à l'embauche

Les entreprises néerlandaises sont les moins susceptibles d'embaucher dans l'année à venir (15% d'entre elles seulement envisagent une telle possibilité). Les intentions d'embauche augmentent avec la taille de l'entreprise - les deux tiers (67%) des entreprises dont le chiffre d'affaires est compris entre 5 millions £ et 10 millions £ envisagent d'embaucher du personnel.

Esprit d'entrepreneuriat

Les propriétaires et les dirigeants d'entreprises néerlandaises sont les plus enclins à se qualifier d'entrepreneurs. Les trois quarts (76%) assument joyeusement ce statut. Ils considèrent également leur pays comme celui où l'esprit d'entreprise est le plus fort, et estiment que leur culture est moins réticente au risque que tous les autres pays européens.

Les Néerlandais ne déjeunent pas

40% des sociétés néerlandaises interrogées s'accordent moins d'une demi-heure pour le déjeuner, 12% sautent complètement le repas de midi et 23% estiment que la question n'est pas pertinente car leurs heures normales de travail excluent l'heure du déjeuner.

Mais partent plus longtemps en vacances

En moyenne, les propriétaires de petites entreprises néerlandaises ont pris à peu près deux jours de vacances supplémentaires l'année dernière, ce qui porte leur durée moyenne de congés à 26 jours, soit six jours de plus que la moyenne pour les six pays.

Flexibilité

Pour les Néerlandais, les principaux avantages qu'il y a à diriger une petite entreprise sont la possibilité de travailler à domicile, un allègement des formalités administratives et la flexibilité des heures de travail.

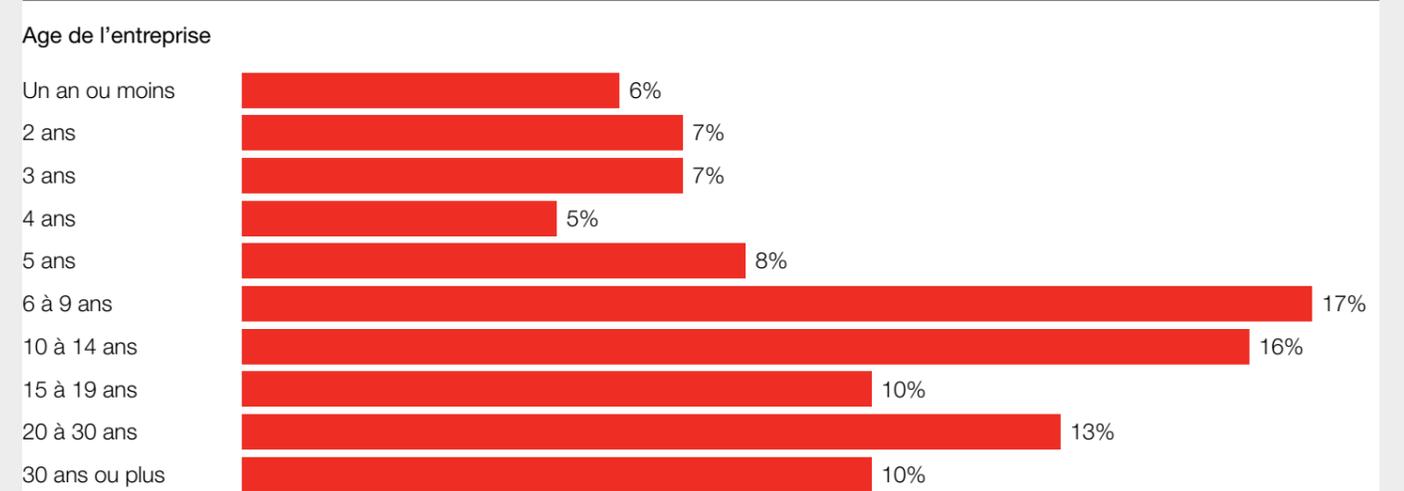
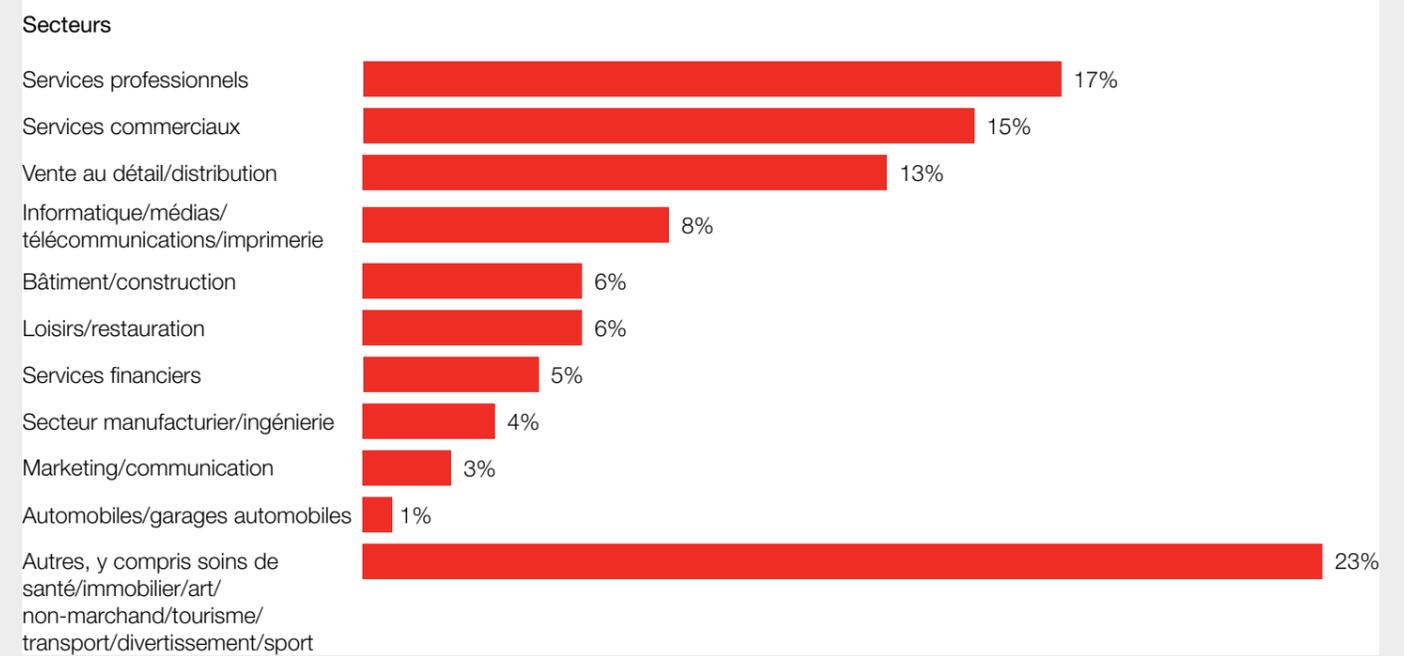
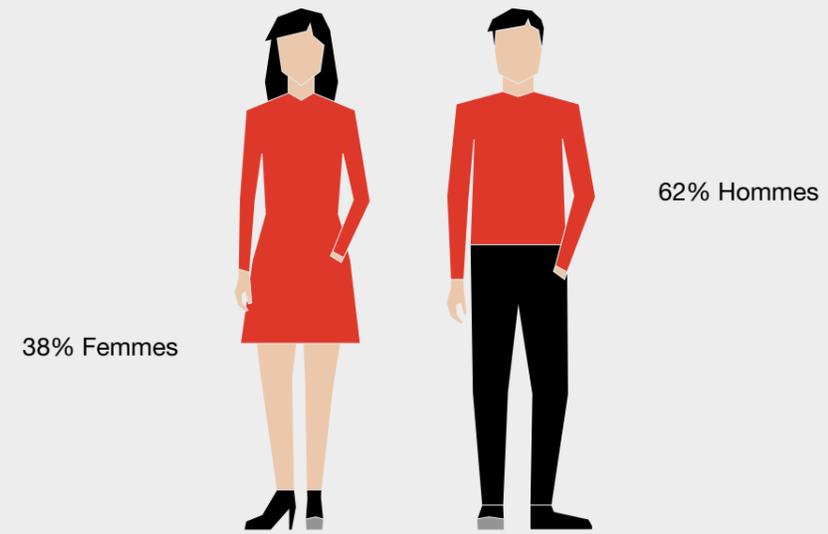
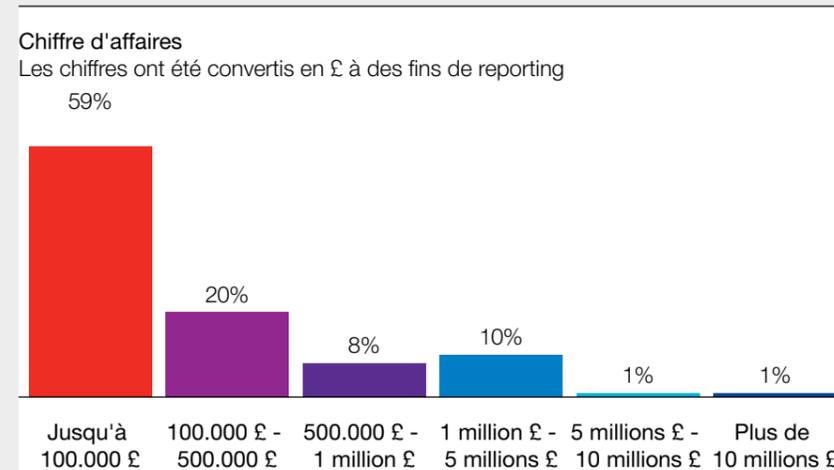
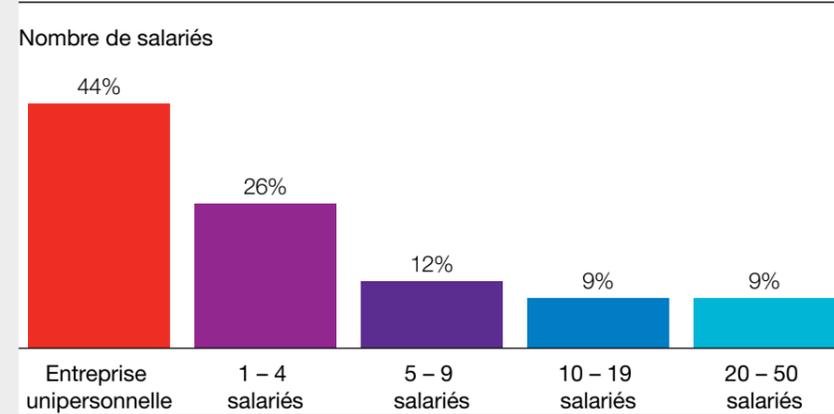
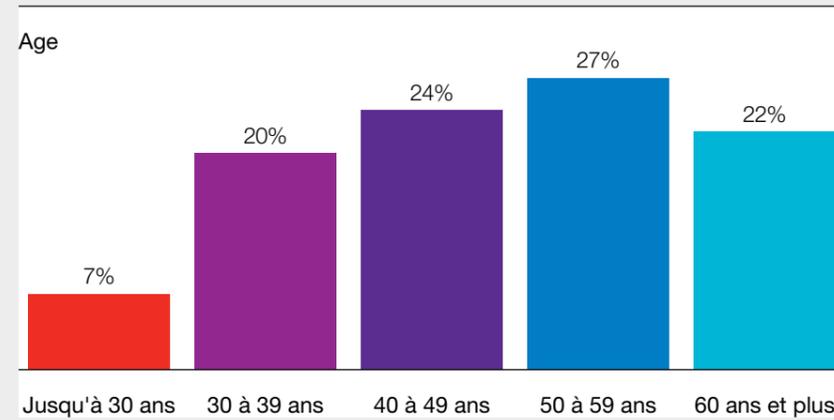
Pas de cessation d'activité

Les propriétaires de petites entreprises néerlandaises sont les moins enclins à envisager l'arrêt de leur activité dans les cinq prochaines années ; seuls 15% prévoient de le faire.

Méthodologie et profil des sondés

L'échantillon de cette étude a été fourni par Research Now en s'appuyant sur ses propres panels en ligne. Au total, 4.140 propriétaires, fondateurs ou cadres supérieurs de sociétés occupant au maximum 50 salariés ont été contactés (plus de 1.000 au Royaume-Uni et aux Etats-Unis et plus de 500 en France, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Espagne). Les personnes interrogées ont complété un questionnaire en ligne entre le 22 mai et le 15 juin 2015.

Marge d'erreur : de +/- 1% à +/- 2% pour l'échantillon complet des 4.140 sondés et de +/- 2% à +/- 4% s'agissant des participants interrogés dans chaque pays, à l'exception du Royaume-Uni et des Etats-Unis, pour lesquels elle est de +/- 1% à +/- 3%. Certains chiffres cumulés pourraient ne pas faire le compte exact pour des raisons d'arrondis.



Hiscox France
19 rue Louis le Grand
75002 Paris

T +33(0)1 53 21 82 82
E hiscox.communication@hiscox.fr
www.hiscoxpro.fr

Hiscox est un spécialiste international de l'assurance et de la réassurance, qui compte 2.000 salariés dans 14 pays. Forts de plus de 100 ans d'expérience, nous travaillons avec des professionnels et des particuliers à travers le monde pour offrir une couverture adaptée à des besoins d'assurance souvent complexes et inhabituels. Nous collaborons actuellement avec plus de 268.000 TPE/PME ou petites entreprises au Royaume-Uni, en Europe et aux Etats-Unis, dont le chiffre d'affaires cumulé excède 42 milliards £. Nos clients opèrent dans un grand nombre de secteurs : start-ups technologiques, agences de média, paysagistes ou encore consultants en architecture d'intérieur.

Publication : septembre 2015

